



**MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'ESPACE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FEVRIER 2026

**PROCEDURE DEVANT LES SECTIONS
DISCIPLINAIRES DES ETABLISSEMENTS
PUBLICS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
SOUS TUTELLE DU MINISTRE CHARGE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
COMPETENTES A L'EGARD DES
USAGERS.**

Sommaire

I - CHAMP D'APPLICATION DU REGIME DISCIPLINAIRE APPLICABLE AUX USAGERS PREVU PAR LE CODE DE L'EDUCATION	4
Questions/Réponses :	6
II – COMPOSITION DE LA SECTION DISCIPLINAIRE.....	14
III - SAISINE DE LA SECTION DISCIPLINAIRE - ENGAGEMENT DES POURSUITES	15
Questions/Réponses :	18
IV – DEMANDE DE RENVOI A UNE AUTRE SECTION DISCIPLINAIRE (ARTICLE R. 811-23)	22
V - REGLES RELATIVES A L'INSTRUCTION	24
1. Organisation des opérations d'instructions	24
2. Rapport d'instruction	25
3. Consultation du dossier.....	25
Questions/Réponses	26
VI - REUNION DE LA COMMISSION DE DISCIPLINE	33
1. Composition de la commission de discipline :	33
2. Convocation	33
3. Absence de la personne poursuivie	33
4. Déroulement de la séance	34
5. Adoption et contenu de la décision	35
Questions/Réponses	37
VII – SANCTIONS.....	40
Questions/Réponses :	41
VIII - INFORMATION DES VICTIMES.....	50
IX - PROCEDURE PROPOSEE A L'USAGER QUI RECONNAIT LES FAITS.....	51
1. Convocation de l'utilisateur par le chef d'établissement	51
2. Réunion entre le chef d'établissement et l'utilisateur	51
3. Proposition de sanction.....	52
4. Si l'utilisateur accepte la proposition	52
5. Si l'utilisateur n'accepte pas la proposition.....	53
Questions/Réponses :	54
X – RECOURS.....	56
Questions/Réponses :	56
XI – DIVERS	60
Questions/Réponses :	60
LISTE DES QUESTIONS/REPONSES (CLASSEES PAR RUBRIQUE).....	61

Le présent document a pour objet de présenter la procédure applicable devant les sections disciplinaires mises en place au sein des établissements publics d'enseignement supérieur compétentes à l'égard des usagers.

Les articles cités sans mention du code dont ils sont issus sont des articles du code de l'éducation.

Tous les articles n'étant pas reproduits, il est conseillé de se reporter au code de l'éducation pour lire les rubriques de ce guide.

Le département de l'accompagnement statutaire et réglementaire de la DGESIP se tient à votre disposition pour répondre à toute question dont la réponse ne se trouverait pas dans le présent document.

Contact : disciplinaire.dgesip@enseignementsup.gouv.fr

La section disciplinaire compétente à l'égard des usagers est un organe administratif collégial dont les décisions sont susceptibles de recours devant le tribunal administratif.

Même si la procédure devant la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers n'a pas un caractère juridictionnel, elle doit cependant garantir le respect des principes applicables à l'édition d'une sanction administrative¹.

Les dispositions réglementaires du code de l'éducation applicables aux usagers sont insérées dans le livre VIII, aux articles R. 811-11 à R. 811-42.

NB : La composition et la désignation des membres de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers ainsi que des commissions de discipline appelées à examiner les affaires font l'objet d'un guide spécifique qui traite aussi de l'impartialité de la composition de ces instances (récusation).

¹ Cf. Dossier thématique du Conseil d'Etat : [Le juge administratif et les sanctions administratives](#)

I - CHAMP D'APPLICATION DU REGIME DISCIPLINAIRE APPLICABLE AUX USAGERS PREVU PAR LE CODE DE L'EDUCATION

Art. R. 811-11. - Relève du régime disciplinaire prévu aux articles R. 811-11 à R. 811-42 tout usager de l'université lorsqu'il est auteur, notamment :

1° De fait méconnaissant les dispositions législatives et réglementaires relatives à la vie universitaire ou celles du règlement intérieur de l'établissement ;

2° De fraude ou tentative de fraude ;

3° De fait de violence ou de harcèlement ;

4° De fait d'antisémitisme, de racisme, de discrimination ou d'incitation à la haine ou à la violence ;

5° De fait susceptible de porter atteinte à l'ordre ou au bon fonctionnement de l'établissement.

Les faits commis en dehors de l'établissement sont passibles d'une sanction disciplinaire lorsqu'ils présentent un lien suffisant avec l'établissement ou les activités qu'il organise, notamment lorsque les personnes qui s'estiment victimes de ces faits sont également des usagers de l'établissement, ou si les faits sont susceptibles de porter atteinte à la réputation de l'établissement.

Peuvent être également sanctionnées les fraudes ou les tentatives de fraude commises à l'occasion d'une inscription dans un établissement d'enseignement supérieur privé lorsque cette inscription ouvre l'accès à un examen de l'enseignement supérieur public ou les fraudes ou tentatives de fraude commises dans cette catégorie d'établissement à l'occasion d'un examen conduisant à l'obtention d'un diplôme national.

La définition des personnes susceptibles de relever du régime disciplinaire applicable aux usagers est restée inchangée : il s'agit de « tout usager » de l'établissement. L'usager n'est pas obligatoirement inscrit dans l'établissement. Il peut s'agir notamment d'une personne qui procède aux démarches pour s'inscrire dans l'établissement. A l'inverse, il peut s'agir d'une personne qui était inscrite dans l'établissement au moment des faits mais qui a quitté l'établissement lorsque la procédure est engagée.

Les faits susceptibles de donner lieu à une saisine de la section disciplinaire sont énumérés de façon non exhaustive.

Les faits peuvent porter sur :

- la méconnaissance de toute disposition législative et réglementaire relatives à la vie universitaire ou de toute disposition du règlement intérieur de l'établissement ;

- des fraudes ou tentatives de fraudes à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours ;
- des faits de violence, de harcèlement, à caractère antisémite, raciste ou discriminatoire ;
- des faits d'incitation à la haine ou à la violence ;
- mais également de « tout fait de nature à porter atteinte à l'ordre ou au bon fonctionnement de l'établissement. »

Peuvent donc donner lieu à sanction, les faits de toute nature commis à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement dès lors, dans ce dernier cas, qu'il existe un lien avec l'établissement ou les activités qu'il organise, notamment lorsque les personnes qui s'estiment victimes de ces faits sont également des usagers de l'établissement, ou si les faits sont susceptibles de porter atteinte à la réputation de l'établissement.

L'atteinte à la réputation de l'établissement permettra dans certains cas de démontrer plus facilement le lien avec l'établissement pour des faits commis en-dehors de celui-ci. Il peut s'agir par exemple de faits commis à l'occasion de week-ends d'intégration ou de soirées étudiantes ou de faits commis lors de stages. Il peut également s'agir de propos tenus sur des réseaux sociaux : propos injurieux, à caractère diffamatoire, propos discriminatoires à caractère sexiste ou homophobe par exemple. Les cas de harcèlement entre étudiants ou de la part d'un étudiant peuvent également relever d'une procédure disciplinaire. Dans l'hypothèse de faits commis à l'extérieur de l'établissement, le lien avec l'établissement est à apprécier au cas par cas, en prenant en considération en particulier les répercussions sur l'établissement. Ainsi, des critères tels que la taille de l'établissement ou d'une promotion pourraient être pris en compte : certains faits tels que des violences conjugales au sein d'un couple d'étudiants, par exemple, pourraient donc selon les cas être susceptibles d'entraîner des troubles au sein de l'établissement ou, à défaut de troubles au sein de l'établissement, rester hors du champ d'application de la procédure disciplinaire².

NB : une fraude ou tentative de fraude d'un candidat commise à l'occasion de la procédure de préinscription dans une formation initiale du premier cycle de l'enseignement supérieur (Parcoursup) ou de la procédure dématérialisée de recrutement en première année de formation conduisant au diplôme national de master relève de la procédure prévue respectivement aux articles D. 612-1-36 et D. 612 36-2-8. Les sanctions pouvant être prononcées par l'autorité compétente –à savoir le recteur de région académique, sauf exception pour

² L'établissement pouvant néanmoins offrir l'accompagnement approprié à l'utilisateur qui s'estime victime et l'orienter vers les structures compétentes.

certaines formations incluses dans Parcoursup- sont l'annulation de tout ou partie des vœux ou l'annulation des candidatures et, le cas échéant, le retrait des propositions d'admission faites par les établissements. Sur la possibilité de cumuler cette procédure avec une procédure disciplinaire, voir infra (Questions/réponses : question 1.7).

Questions/Réponses :

[Les stagiaires de la formation continue relèvent-ils des dispositions du code de l'éducation relatives à la discipline ?](#)

En application des dispositions du premier alinéa de l'article L. 811-1 du code de l'éducation, "*les personnes bénéficiant de la formation continue*" sont incluses parmi les usagers du service public de l'enseignement supérieur. Le premier alinéa de l'article L. 811-5 prévoit que le pouvoir disciplinaire à l'égard des usagers est exercé par le conseil académique de l'établissement constitué en section disciplinaire comprenant en nombre égal des représentants du personnel enseignant et des usagers.

Dans la mesure où les personnes bénéficiaires de la formation continue sont des usagers de l'établissement, le régime disciplinaire qui leur est applicable est celui prévu par les dispositions du code de l'éducation. Les dispositions du code du travail ont, quant à elles, vocation à s'appliquer aux organismes de formation continue qui ne disposent pas d'un régime disciplinaire spécifique fixé par la loi.

[Les apprentis relèvent-ils des dispositions du code de l'éducation relatives à la discipline ?](#)

A l'instar des stagiaires de la formation continue, dans la mesure où les intéressés sont inscrits dans l'établissement pour y suivre une formation et obtenir un diplôme délivré par celui-ci, ils relèvent de la section disciplinaire de l'établissement, prévue à l'article L. 811-5 du code de l'éducation. La section disciplinaire de l'établissement est compétente pour les faits commis dans les locaux de l'établissement (article R. 811-13) mais aussi pour des faits commis dans les locaux de l'entreprise dès lors qu'ils relèvent des 1° à 5° de l'article R. 811-11.

[Le régime disciplinaire prévu par le code de l'éducation est-il applicable en cas de plagiat découvert postérieurement à la délivrance d'un diplôme ?](#)

Le plagiat constitue une fraude. Un acte obtenu par fraude ne crée pas de droit au profit de son bénéficiaire et peut être retiré à tout moment (article L.

241-2 du code des relations entre le public et l'administration). La fraude doit être établie, elle doit pouvoir être démontrée en cas de recours contentieux.

Le chef d'établissement peut retirer un diplôme obtenu par fraude en dehors de toute procédure disciplinaire et sans condition de délai. La décision doit être motivée et faire l'objet d'une procédure contradictoire préalable (articles L. 211-2 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration). La personne intéressée doit être mise à même, préalablement à la décision de retrait, de présenter ses observations écrites et le cas échéant, sur sa demande, des observations orales ; elle doit être informée qu'elle peut se faire assister par un conseil ou se faire représenter par un mandataire de son choix.

Afin d'être éclairé sur la réalité et l'étendue du plagiat, le chef d'établissement compétent pour prononcer le retrait du diplôme peut diligenter une enquête administrative en désignant les personnels qu'il charge de cette enquête. Il peut aussi choisir de recueillir l'avis d'un ou plusieurs experts indépendants ou l'avis d'une commission qu'il institue et dont il définit les règles de composition et de fonctionnement.

Le plagiat ayant été commis lorsque l'intéressé avait la qualité d'usager de l'établissement, il est également possible, en application de l'article R. 811-11 du code de l'éducation, d'engager une procédure disciplinaire à son encontre, dans un délai raisonnable après que l'établissement a eu connaissance des faits de plagiat, même si l'intéressé n'a plus, à la date d'engagement des poursuites, la qualité d'usager du service public de l'enseignement supérieur. Dans cette hypothèse, l'article R. 811-13-3 prévoit que lorsqu'une sanction est prononcée en application notamment de l'article R. 811-13-1 « *en raison d'une fraude ou tentative de fraude après (...) la délivrance du diplôme (...)* », l'autorité administrative compétente retire, en conséquence de la nullité devenue définitive en résultant, le diplôme. La procédure disciplinaire prévue par le code de l'éducation permet ainsi au chef d'établissement de justifier sa décision de retrait. Etant précisément encadrée par les textes, cette procédure présente moins de risque en cas de recours contentieux.

D'autres voies existent pour sanctionner le plagiat. Ainsi, lorsque le plagiat à l'occasion d'une thèse a été commis par une personne relevant d'une juridiction ordinale, l'établissement peut saisir cette juridiction qui, sans pouvoir retirer le diplôme, pourra néanmoins appliquer une sanction au titre d'une infraction aux règles déontologiques (Conseil d'Etat 17 décembre 1990 n°118732).

Enfin, le plagiat étant constitutif d'un délit de contrefaçon réprimé par les dispositions des articles L. 335-1 à 335-9 du code de la propriété intellectuelle, les dispositions de l'article 40 du code de procédure pénale trouvent à

s'appliquer : les autorités ou les enseignants des établissements publics d'enseignement supérieur dans lesquels les faits de plagiat ont été commis doivent porter ces faits à la connaissance du procureur de la République.

Des propos tenus sur les réseaux sociaux peuvent-ils donner lieu à l'engagement de poursuites disciplinaires ?

Constituent un abus de la liberté d'expression et peuvent être réprimés pénalement des propos qualifiés notamment de dénigrants, diffamatoires, injurieux ou provoquant à la haine.

Indépendamment de leur qualification pénale, des propos peuvent donner lieu à l'engagement de poursuites disciplinaires lorsqu'ils relèvent des 1° à 5° de l'article R. 811-11 du code de l'éducation. Cependant ils ne peuvent être sanctionnés que s'ils sont tenus publiquement.

Lorsqu'il s'agit de propos postés sur un réseau social, il convient donc de déterminer s'ils ont un caractère privé ou public. Des décisions judiciaires concernant des propos tenus par des salariés sur un réseau social fournissent des indications sur ce point. Ces éléments sont donnés à titre d'information, il convient de procéder à une appréciation concrète au regard des faits de chaque affaire.

Le caractère privé ou public des propos considérés résulte de plusieurs critères, parmi lesquels les caractéristiques et finalités du réseau concerné, le paramétrage du compte fixant les conditions d'accès au contenu considéré, le nombre de personnes ayant eu accès à la publication et l'existence ou non d'une communauté d'intérêts entre les personnes destinataires de ces propos. La communauté d'intérêts peut se définir comme un groupe de personnes liées par une appartenance commune, des aspirations, des objectifs partagés ou des affinités amicales ou sociales.

La Cour de cassation a ainsi retenu que les membres des sites internet de réseau social tels que Facebook et MSN forment entre eux une communauté d'intérêt quand ils sont choisis et en nombre très restreint ; dans ces conditions, les propos publiés sur des sites internet accessibles aux différents « amis » ou « contacts » choisis par la personne n'ont pas un caractère public mais privé (Cour de cassation, Chambre civile 1, 10 avril 2013, 11-19.530).

Une cour d'appel a retenu que lorsqu'une personne n'a pas utilisé la fonctionnalité adéquate du site Facebook pour s'entretenir en particulier avec une personne précise mais a procédé à des échanges via son « mur » auquel d'autres personnes pouvaient accéder sans restriction, elle ne peut faire valoir le caractère privé de la conversation (cour d'appel de Besançon, 15 novembre

2011, n° 10/02642). De même, une cour d'appel a estimé que lorsqu'une personne a laissé son ordinateur professionnel ouvert, permettant à tous les salariés de l'entreprise de lire les propos inscrits sur la messagerie de son compte Facebook, les propos ainsi tenus et mis à la disposition de tous ont perdu leur caractère privé (cour d'appel de Toulouse, 2 février 2018, n° 16/04882).

A l'inverse, dès lors que les propos litigieux diffusés sur Facebook n'ont été accessibles qu'à un petit nombre de personnes agréées par la personne auxquels les faits sont reprochés, à savoir en l'espèce un groupe fermé de 14 personnes, la Cour de cassation a admis que ces propos soient considérés comme relevant d'une conversation de nature privée (Cour de cassation Ch. Soc., 12 septembre 2018, n° 16-11.690).

En conséquence on peut estimer par exemple que des propos litigieux postés par une personne sur son propre "mur" Facebook ont un caractère public sauf dans l'hypothèse où l'intéressé aurait restreint l'accès à son mur à ses seuls "amis", sous réserve que le nombre de ces amis reste réduit. Des commentaires postés sur les pages Facebook ouvertes au public seront généralement considérés comme publics, en particulier si la page en question est suivie par de nombreuses personnes.

Ces solutions sont applicables aux autres réseaux sociaux.

S'agissant d'une sanction d'exclusion prononcée à l'encontre d'un lycéen, un tribunal administratif a considéré que le groupe de dialogue créé par ce dernier sur Messenger, même s'il n'était pas public, ne présentait aucun caractère de confidentialité dans la mesure où quiconque pouvait accéder à ce groupe et disposer alors de l'historique des échanges. L'administration pouvait donc en prendre connaissance et s'en prévaloir dans le cadre d'une procédure disciplinaire sans méconnaître le secret des correspondances. Les agissements reprochés à l'élève, consistant en la publication de photos prises en classe à l'insu d'un enseignant et en l'organisation d'un « sondage » pour évaluer cet enseignant, ont été considérés notamment comme portant atteinte au bon fonctionnement du service public de l'éducation, justifiant la sanction prononcée (TA Châlons-en-Champagne, 25 septembre 2018, n° 1800052).

[L'utilisation de faux documents relève-t-elle du 2° ou du 5° de l'article R. 811-11 ?](#)

Suivant la qualification, trouveront ou non à s'appliquer les dispositions relatives à l'absence de délivrance de certificat de réussite ou de relevé de notes prévues à l'article R. 811-12 ainsi que celles relatives à la nullité de

l'épreuve, du groupe d'épreuves ou de la session d'examen ou du concours prévues à l'article R. 811-13-1.

Il n'est pas possible d'apporter une réponse générale car il convient de distinguer suivant les circonstances de l'espèce. Un faux document pourrait, en effet, être produit et utilisé, par exemple en vue de l'inscription à un examen ou en vue d'être inclus dans un dossier soumis à évaluation dans le cadre d'une épreuve. Dans ce cas, les dispositions relatives à la fraude ou tentative de fraude trouveraient à s'appliquer.

Cependant, dans un cas fréquemment rapporté, à savoir la production d'un faux certificat médical afin de justifier une absence, les faits ne peuvent être rattachés à une fraude ou tentative de fraude à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours mais relèvent des troubles au bon fonctionnement de l'établissement.

En cas de fait avéré de production de faux document en vue de l'inscription dans un établissement, celui-ci peut prendre une décision de refus d'inscription si les conditions requises pour cette inscription ne sont pas remplies. En application des dispositions des articles L. 121-1, L. 122-1 et L. 211-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision de refus doit être précédée d'une procédure contradictoire préalable : la personne intéressée doit être mise à même de présenter des observations écrites et, le cas échéant, sur sa demande, des observations orales. Cette personne peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix. De même, l'établissement peut retirer sans délai toute décision, notamment une décision d'inscription, obtenue par fraude, dans les mêmes conditions, à savoir le respect de la procédure contradictoire préalable décrite à l'article L. 122-1 précité.

La décision de refus ou retrait d'inscription prise par l'établissement porte seulement sur la demande d'inscription formulée par cette personne. Cette décision n'a pas le caractère d'une sanction et ne peut fonder un refus ultérieur en cas de nouvelle demande d'inscription accompagnée de nouvelles pièces. Seule la section disciplinaire saisie par le chef d'établissement pourrait, à l'issue d'une procédure disciplinaire, prononcer une sanction pouvant aller jusqu'à l'exclusion de l'usager, ce qui lui interdirait alors de solliciter toute nouvelle inscription dans l'établissement ou, le cas échéant, dans tout établissement public d'enseignement supérieur.

De plus, le faux et usage de faux sont réprimés par les articles 441-1 et suivants du code pénal et peuvent donc également faire l'objet d'un dépôt de plainte de la part de l'établissement.

Quelles sont les conséquences de l'indépendance de la procédure disciplinaire par rapport à la procédure pénale ?

Les instances disciplinaires et pénales sont indépendantes. Il en découle une indépendance entre sanctions disciplinaires et sanctions pénales.

Le Conseil d'Etat considère ainsi que le principe « *non bis in idem* » ne s'oppose pas à ce qu'une sanction pénale et une sanction administrative soient infligées pour les mêmes faits « *dès lors que l'institution de chacun de ces types de sanctions repose sur un objet différent et tend à assurer la sauvegarde de valeurs ou d'intérêts qui ne se confondent pas.* » (CE avis Section de l'intérieur 29 avril 2004 n° 370136).

L'indépendance des procédures a aussi pour conséquence que le classement sans suite d'une plainte par le procureur de la République n'empêche pas l'engagement ni la poursuite d'une procédure disciplinaire aboutissant à une sanction pour les mêmes faits, si ces derniers sont matériellement établis et sont susceptibles de justifier une sanction disciplinaire.

De même, par principe, l'engagement de poursuites pénales n'entraîne pas une suspension des poursuites disciplinaires. Il convient donc généralement de continuer la procédure disciplinaire afin que la personne poursuivie soit fixée sans délai sur sa situation. Cependant le Conseil d'Etat a admis qu'une juridiction ordinaire sursoie à statuer dans l'attente de l'issue de la procédure pénale « si une telle mesure est utile à la qualité de l'instruction ou à la bonne administration de la justice » (CE Ass. 30 décembre 2014 n° 381245). Ainsi, une suspension pourrait être justifiée en cas de contestation sérieuse sur la matérialité des faits ou leur imputation à la personne poursuivie.

L'autorité de la chose jugée porte seulement sur la constatation par le juge pénal de la matérialité des faits. Ainsi,

- si la commission de discipline se réunit après le jugement pénal, elle est liée uniquement par la reconnaissance de la matérialité des faits. Une relaxe pour vice de procédure ou au bénéfice du doute, un classement sans suite ou un non-lieu, une absence de qualification pénale ne sont pas des décisions qui portent sur la matérialité des faits et n'auront pas de conséquence sur l'appréciation de la commission de discipline ;
- si la commission de discipline se réunit avant le jugement pénal, la personne sanctionnée pourra demander un réexamen de sa situation si le juge pénal remet ultérieurement en cause la matérialité des faits. Si

elle a engagé un recours contre la sanction, le juge administratif pourra prendre en compte la décision du juge pénal.

D'une façon générale, il convient de veiller, dans le cadre de la procédure disciplinaire, à ne pas recourir à la qualification pénale des faits c'est-à-dire à ne pas chercher à caractériser une infraction pénale. Comme indiqué ci-dessus, en effet, l'absence éventuelle d'infraction pénale ne signifie pas que les faits ne puissent être poursuivis et sanctionnés dans le cadre d'une procédure disciplinaire. De plus, chercher à caractériser les faits d'un point de vue pénal risquerait de soumettre l'instance au respect de règles plus contraignantes qui sont celles qui s'appliquent à un procès pénal (Cour européenne des droits de l'homme 11 avril 2019, M. Bonnemaïson c/France, n° 32216/15).

[La procédure prévue par les articles D. 612-1-36 \(Parcoursup\) et D. 612-36-2-8 \(plateforme dématérialisée de recrutement en master\) peut-elle se cumuler avec une procédure disciplinaire engagée par un établissement d'enseignement supérieur ?](#)

Il découle de la règle « non bis in idem », reconnue par le Conseil constitutionnel comme résultant de l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qu'une même personne ne peut faire l'objet de plusieurs poursuites tendant à réprimer les mêmes faits qualifiés de manière identique, par des sanctions de même nature, aux fins de protéger les mêmes intérêts sociaux. Ainsi, une autorité administrative qui a pris une première décision définitive à l'égard d'une personne faisant l'objet de poursuites à raison de certains faits ne peut ensuite engager de nouvelles poursuites à raison des mêmes faits en vue d'infliger une sanction.

S'ils ont connaissance d'une fraude ou tentative de fraude d'un candidat commise à l'occasion de la procédure dématérialisée, les établissements doivent ainsi signaler les faits au recteur de région académique, seul compétent pour se prononcer sur les faits de fraude commis à l'occasion de l'inscription sur la plateforme et en tirer les conséquences quant à la candidature de l'intéressé.

Les décisions prononcées par le recteur de région académique en application de l'article D. 612-1-36 ou de l'article D. 612-36-2-8 tirent les conséquences de la reconnaissance du caractère frauduleux de la demande du candidat en retirant la ou les décisions obtenues par fraude.

La section disciplinaire d'un établissement auprès duquel l'étudiant a candidaté n'est pas compétente pour poursuivre un candidat soupçonné d'avoir commis une fraude via la plateforme. En revanche, elle est compétente pour poursuivre un candidat qui a porté une atteinte à la réputation de

l'établissement en produisant par exemple un faux diplôme prétendument délivré par l'établissement ou en falsifiant un relevé de notes de l'établissement. Dans ce cas, il s'agit en effet de poursuivre un objectif différent : non plus l'objectif d'assurer l'intégrité de la procédure conduite sur la plateforme mais celui de protéger la réputation de l'établissement. Ainsi, au-delà de la décision de retrait de la candidature ou de l'inscription déjà édictée par le recteur, la section disciplinaire est susceptible de prononcer une des sanctions mentionnées à l'article R. 811-13-1 dès lorsqu'elle est proportionnée aux faits.

II – COMPOSITION DE LA SECTION DISCIPLINAIRE

Se référer au Guide sur la composition des sections disciplinaires compétentes à l'égard des usagers qui traite de la composition des sections disciplinaires et commissions de discipline ainsi que des modalités de désignation de leurs membres et des rapporteurs chargés de l'instruction.

III - SAISINE DE LA SECTION DISCIPLINAIRE - ENGAGEMENT DES POURSUITES

Art. R. 811-25.-Les poursuites sont engagées devant la section disciplinaire par le président de l'université. Elles peuvent également être engagées par le recteur de région académique, à son initiative ou sur saisine de toute personne s'estimant lésée par des faits imputés à l'usager.

Les poursuites sont engagées par le chef d'établissement. Le recteur de région académique est également compétent pour engager les poursuites de sa propre initiative, le cas échéant après avoir été saisi par toute personne justifiant d'un intérêt à ces poursuites parce qu'elle s'estime victime ou qu'elle considère avoir subi un préjudice en raison des faits qui auraient été commis par un usager.

Seules ces deux autorités sont compétentes pour engager les poursuites. Un directeur de composante ou un service de l'établissement, y compris une cellule de veille et d'alerte par exemple, ne peut saisir directement le président de la section disciplinaire.

Même saisie par un service de l'établissement ou informée par une personne s'estimant victime, l'autorité compétente reste libre, au vu des faits portés à sa connaissance, de décider d'engager ou non des poursuites. Il est cependant rappelé qu'aux termes de l'article 40 du code de procédure pénale, "Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs". Ainsi cette autorité doit, en tout état de cause, informer le procureur de la République des faits portés à sa connaissance qui constitueraient un crime ou un délit.

La décision d'engager des poursuites à l'encontre d'un usager n'est pas encadrée par un délai de prescription. Il est donc possible d'engager des poursuites à tout moment, y compris plusieurs années après les faits lorsque les faits sont connus tardivement, ce qui peut par exemple être le cas pour des plagiats. Il importe cependant que dès lors que les faits sont connus, l'autorité décide, dans un délai raisonnable, de l'opportunité d'engager des poursuites afin, le cas échéant, de préserver ou contribuer à rétablir la sérénité au sein de l'établissement, de ne pas retarder la procédure et de ne pas laisser peser une incertitude sur la situation de l'usager qui en serait l'auteur.

Art. R. 811-26. -La section disciplinaire est saisie par une lettre adressée à son président. Ce document mentionne le nom, l'adresse et la qualité de la personne faisant l'objet des poursuites ainsi que les faits qui lui sont reprochés.

Il est accompagné de toutes pièces justificatives **réunies par le président d'université, telles que le recueil de signalements, de témoignages ou d'éléments matériels.**

Le chef d'établissement ou le recteur de région académique saisit le président de la section disciplinaire par un courrier qui contient les indications figurant à l'article R. 811-26 : nom, adresse et qualité de l'utilisateur faisant l'objet des poursuites, faits qui lui sont reprochés. A ce courrier sont jointes les pièces qui justifient la décision d'engagement des poursuites.

Il est important de préciser les faits reprochés car ils délimitent la compétence de la section disciplinaire. Pour un même usager, ces faits peuvent être de nature différente. Si des faits venaient à être découverts postérieurement à l'engagement des poursuites, cela justifierait une nouvelle saisine de la section disciplinaire. L'ensemble des faits pourraient faire l'objet d'un seul dossier –et donc d'une seule sanction- dès lors que l'utilisateur poursuivi a eu connaissance de tous les faits qui lui sont reprochés et a pu préparer sa défense.

Art. R. 811-27. -Dès réception des documents mentionnés à l'article R. 811-26, le président de la section disciplinaire en transmet copie, par tout moyen permettant de conférer date certaine, à la personne poursuivie ainsi que, s'il s'agit d'un mineur, aux personnes qui exercent à son égard l'autorité parentale ou la tutelle. Il en transmet une copie au président de l'université, au recteur de région académique et au médiateur académique.

Cette communication indique à l'utilisateur poursuivi le délai dont il dispose pour présenter des observations écrites. Elle lui précise qu'il peut se faire assister ou représenter par un conseil de son choix, qu'il peut demander à être entendu par les rapporteurs chargés de l'instruction de l'affaire et qu'il peut prendre connaissance du dossier pendant le déroulement de cette instruction. **Elle l'informe que, pendant toute la durée de la procédure, il dispose du droit de se taire.**

Lorsque les faits relèvent des 3° et 4° de l'article R. 811-11, le président de la section disciplinaire informe toute personne qui s'estime victime des faits reprochés et qui s'est fait connaître de l'engagement des poursuites. Il lui précise les différentes phases de la procédure et lui indique qu'elle peut demander à être entendue par la commission de discipline, en application de l'article R. 811-33, et qu'elle sera informée de l'issue des poursuites, en application de l'article R. 811-39.

Dès qu'il reçoit la lettre de saisine, le président de la section disciplinaire adresse une copie de cette lettre et des documents qui l'accompagnent à l'utilisateur poursuivi, au chef d'établissement, au recteur de région académique et au médiateur académique.

Le courrier adressé à la personne poursuivie l'informe qu'elle peut se faire « assister ou représenter par un conseil de son choix ». La personne poursuivie peut se faire assister ou donner mandat à une personne qu'elle choisit pour agir en son nom, consulter le dossier et prendre la parole, y compris en son absence.

S'agissant de la phase d'instruction, la procédure peut être seulement écrite si les rapporteurs considèrent qu'il n'est pas nécessaire de convoquer l'utilisateur poursuivi. Ce dernier dispose cependant du droit d'être entendu par les rapporteurs s'il en fait la demande. C'est pourquoi le courrier qui lui est adressé doit aussi obligatoirement lui indiquer le délai dont il dispose pour présenter des observations écrites sur les faits qui lui sont reprochés et l'informer de son droit d'être entendu par les rapporteurs s'il le souhaite.

Le courrier doit aussi l'informer du droit de se taire **pendant toute la durée de la procédure. Ce droit n'est pas obligatoirement rappelé par la suite. Cependant il est préférable de le rappeler dans la convocation à une audition pendant la phase d'instruction, dans la convocation à la réunion de la commission de discipline.**

Enfin, le courrier l'informe de son droit à prendre connaissance du dossier pendant la procédure d'instruction.

Pour les modalités de consultation du dossier, cf. infra V Consultation du dossier.

Dans les cas où les faits reprochés sont constitutifs de faits de violence, de harcèlement, d'antisémitisme, de racisme, de discrimination, d'incitation à la haine ou à la violence, le président de la section disciplinaire informe toute personne qui s'estime victime des faits reprochés et qui s'est fait connaître de l'engagement des poursuites. Il lui précise les différentes phases de la procédure et lui indique qu'elle peut demander à être entendue par la commission de discipline lors de la réunion où celle-ci examinera les faits, en application de l'article R. 811-33, et qu'elle sera informée de l'issue des poursuites, en application de l'article R. 811-39.

NB : Depuis l'intervention de la loi n° 2025-732 du 31 juillet 2025 relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur, un chef d'établissement peut saisir, en lieu et place de la section disciplinaire de son établissement compétente à l'égard des usagers, la section disciplinaire commune aux établissements publics d'enseignement supérieur, mise en place

dans chaque région académique, prévue à l'article L. 811-5-1 du code de l'éducation.

Cette section disciplinaire commune peut être saisie par le chef d'établissement lorsque les faits reprochés présentent une gravité ou une sensibilité particulière ou s'il existe un doute sérieux sur l'impartialité de la section disciplinaire de son établissement dans son ensemble. Ce n'est que dans ces cas-là que l'examen des poursuites peut être confié à la section disciplinaire commune, présidée par un magistrat de l'ordre administratif.

La section disciplinaire commune ne peut être saisie si des poursuites sont déjà engagées devant la section disciplinaire de l'établissement.

Si elle est saisie, la section disciplinaire commune est compétente, en lieu et place de la section disciplinaire de l'établissement, pour examiner les poursuites et prononcer une sanction.

La procédure devant cette section disciplinaire commune est prévue aux articles R. 811-43 à R. 811-50 du code de l'éducation, cf. Guide dédié.

Questions/Réponses :

[Si le chef d'établissement ne souhaite pas engager de poursuites, doit-il formaliser sa décision ?](#)

Le chef d'établissement apprécie s'il y a lieu d'engager les poursuites, c'est-à-dire si les éléments dont il dispose constituent des faits justifiant d'engager des poursuites en application des dispositions de l'article R. 811-11. S'il considère que les conditions pour engager les poursuites ne sont pas réunies, il n'a pas à matérialiser une « décision de ne pas poursuivre ». De même, dans l'hypothèse où une personne qui s'estimerait lésée demanderait au chef d'établissement d'engager des poursuites, il devrait lui répondre mais ne serait pas tenu de motiver son refus d'engager des poursuites.

En outre, le recteur de région académique peut engager les poursuites de sa propre initiative ou à la demande d'une personne qui s'estimerait lésée par des faits imputés à un usager (article R. 811-25), sans qu'il soit nécessaire de démontrer au préalable la défaillance du chef d'établissement (article R. 712-29).

[Le chef d'établissement a-t-il le choix de saisir la section disciplinaire commune mise en place au niveau de la région académique au lieu de la section disciplinaire de l'établissement ?](#)

Depuis l'intervention de la loi n° 2025-732 du 31 juillet 2025 relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur, un chef d'établissement peut saisir, en lieu et place de la section disciplinaire de son établissement compétente à l'égard des usagers, la section disciplinaire commune aux établissements publics d'enseignement supérieur, mise en place dans chaque région académique, prévue à l'article L. 811-5-1 du code de l'éducation.

Cette section disciplinaire commune peut être saisie par le chef d'établissement lorsque les faits reprochés présentent une gravité ou une sensibilité particulière ou s'il existe un doute sérieux sur l'impartialité de la section disciplinaire de son établissement dans son ensemble. Ce n'est que dans ces cas-là que l'examen des poursuites peut être confié à la section disciplinaire commune, présidée par un magistrat de l'ordre administratif.

Lorsqu'il reçoit la saisine accompagnée des pièces justificatives, le président de la section disciplinaire commune dispose d'un délai de deux mois pour vérifier si les conditions sont remplies et accepter ou refuser la saisine. Si elle est saisie, la section disciplinaire commune est compétente, en lieu et place de la section disciplinaire de l'établissement, pour examiner les poursuites et prononcer une sanction.

La section disciplinaire commune ne peut être saisie si des poursuites sont déjà engagées devant la section disciplinaire de l'établissement.

La procédure devant la section disciplinaire commune est prévue aux articles R. 811-43 à R. 811-50 du code de l'éducation, cf. Guide dédié.

[Lorsque plusieurs usagers sont poursuivis pour des faits similaires, est-il possible de « joindre » les affaires ?](#)

Plusieurs étudiants peuvent être poursuivis pour des faits similaires ou des faits commis collectivement tels que des occupations de locaux et blocages de l'activité universitaire, des faits commis lors d'un week-end d'intégration ou des faits de fraude.

Dans une telle situation, il ne s'agit pas de « joindre » des affaires : même lorsque les faits ont été commis collectivement, chaque étudiant doit en effet faire l'objet d'une procédure et d'une décision distinctes.

En revanche, il est possible d'entendre les étudiants ensemble si les rapporteurs estiment que c'est pertinent. L'audition permettra d'assurer le caractère contradictoire de la procédure, chaque étudiant pouvant en effet s'exprimer sur les éléments fournis par les autres étudiants. Cependant, un usager pourrait aussi demander à être entendu seul. Dans ce cas, il conviendrait de veiller à ce que tous les éléments recueillis lors de l'audition soient portés à la

connaissance des autres usagers poursuivis afin qu'ils puissent y répondre et faire valoir leurs observations.

Il est aussi possible d'entendre les témoins en présence de l'ensemble des étudiants poursuivis. Là encore, si l'un des étudiants ne peut être présent, il conviendra de veiller au respect du caractère contradictoire de la procédure.

[Est-il possible de conduire une seule procédure lorsque des faits de nature différente sont reprochés à un usager ?](#)

En présence de plusieurs faits reprochés à un même usager, l'établissement a le choix d'ouvrir plusieurs procédures ou une seule procédure, le cas échéant en procédant à une saisine complémentaire de la section disciplinaire si des faits nouveaux sont connus postérieurement à la saisine initiale. En raison des conséquences différentes s'attachant aux sanctions, ouvrir deux procédures semble préférable lorsque les faits constituent pour les uns, des faits de fraude, pour les autres, des troubles dans le fonctionnement de l'établissement.

Lorsque la commission de discipline est saisie d'une seule procédure à l'encontre d'un usager, elle prononce une seule sanction, proportionnée à l'ensemble des faits dont elle a reconnu qu'ils étaient avérés.

En application des dispositions de l'article R. 811-38, si une partie des faits dont la matérialité est établie est susceptible de conduire à révoquer une sanction de sursis antérieurement prononcée, la commission de discipline doit prendre une décision concernant la révocation du sursis qui accompagnait cette précédente sanction. Elle doit ainsi décider si elle révoque ou non le sursis accordé antérieurement accompagnant la première sanction. Si elle décide de le révoquer, elle doit indiquer si cette révocation est totale ou partielle. En cas de révocation totale ou partielle du sursis, la commission de discipline doit se prononcer sur la confusion des sanctions. Cf. question/réponse n° 7.4

[Que signifie « tout moyen permettant de conférer date certaine » ?](#)

Cette notion recouvre différents moyens tels qu'une lettre recommandée, électronique ou non, avec avis de réception, un courrier remis en main propre contre récépissé ou un courrier électronique avec avis de réception. Il convient de conserver les éléments permettant de prouver cette transmission et la date à laquelle les informations requises ont été transmises : courrier électronique envoyé, accusé de réception, capture d'écran, etc.

[En cas d'enquête préalable, le rapport d'enquête doit-il être intégralement communiqué à l'usager poursuivi, dès l'engagement des poursuites ?](#)

Lorsque le chef d'établissement saisit la section disciplinaire de poursuites à l'encontre d'un usager, il joint « toutes pièces justificatives réunies par le président d'université, telles que le recueil de signalements, de témoignages ou d'éléments matériels » (article R. 811-26). Le président de la section disciplinaire transmet copie du document de saisine et des documents qui l'accompagnent à la personne poursuivie (article R. 811-27).

S'agissant de poursuites engagées à l'encontre d'usagers, les pièces justificatives transmises à la section disciplinaire en application de l'article R. 811-26 sont seulement les pièces qui fondent la décision du chef d'établissement d'engager les poursuites. En cas de rapport d'enquête préalable, le chef d'établissement peut ainsi se contenter de joindre un extrait ou les conclusions de cette enquête. Les procès-verbaux des auditions conduites lors de cette enquête administrative préalable n'ont pas à figurer parmi les documents transmis s'ils ne sont pas strictement indispensables pour fonder la saisine de la section disciplinaire.

Rappelons également que l'existence d'un rapport d'enquête préalable ne dispense pas la section disciplinaire de conduire l'instruction complète de l'affaire selon une procédure contradictoire.

IV – DEMANDE DE RENVOI A UNE AUTRE SECTION DISCIPLINAIRE (ARTICLE R. 811-23)

Dans les quinze jours de la réception du courrier prévu au premier alinéa de l'article R. 811-27, adressé par le président de la section disciplinaire, plusieurs personnes peuvent demander que l'examen des poursuites soit attribué à la section disciplinaire d'un autre établissement : cette demande peut être formulée par l'utilisateur poursuivi, le chef d'établissement ou le médiateur académique. Elle doit être motivée par l'existence d'une raison objective de mettre en doute l'impartialité de la section disciplinaire initialement saisie dans son ensemble ou par un risque avéré de trouble à l'ordre public ou au bon fonctionnement de l'établissement. Lorsqu'il existe des raisons objectives de mettre en doute non pas l'impartialité de l'ensemble de la section disciplinaire mais celle d'un ou plusieurs membres de la commission de discipline, il convient alors de recourir à la procédure de récusation (article R. 811-22, cf. Guide sur la composition de la section disciplinaire).

La demande de renvoi à la section disciplinaire d'un autre établissement doit être adressée au recteur de région académique. Pour être recevable, elle doit inclure les raisons précises qui permettent de considérer qu'il existe un doute sur l'impartialité de la section disciplinaire ou qu'il existe un risque avéré de trouble à l'ordre public ou au bon fonctionnement de l'établissement. Les documents ou autres éléments justificatifs doivent être joints.

Dès qu'il reçoit cette demande, le recteur de région académique en informe le président de la section disciplinaire initialement saisie. Le recteur de région académique statue sur la demande de renvoi dans le délai de deux mois.

De sa propre initiative, c'est-à-dire sans être saisi d'une demande, le recteur de région académique peut également décider de renvoyer l'examen des poursuites à la section disciplinaire d'un autre établissement. Il doit prendre cette décision dans le délai de quinze jours suivant la réception du courrier mentionné au premier alinéa de l'article R. 811-27 qui lui a été adressé par le président de la section disciplinaire.

Il notifie immédiatement sa décision au président de la section disciplinaire initialement saisie, à la personne poursuivie et, le cas échéant, au demandeur.

Si la demande émanait de la personne poursuivie, la notification mentionne les voies et délais de recours.

Dans les cas où les faits reprochés sont constitutifs de faits de violence, de harcèlement, d'antisémitisme, de racisme, de discrimination, d'incitation à la haine ou à la violence, le président de la section disciplinaire nouvellement saisie informe toute personne qui s'estime victime des faits reprochés à l'utilisateur

poursuivi et qui s'est fait connaître que l'examen des poursuites est attribué à cette section disciplinaire. Il lui précise les différentes phases de la procédure et lui indique qu'elle sera informée de l'issue des poursuites, en application de l'article R. 811-39.

En cas de renvoi des poursuites devant la section disciplinaire d'un autre établissement, l'établissement d'origine prend en charge, s'il y a lieu, les frais de transport et d'hébergement des témoins convoqués par le président de la section disciplinaire, dans les conditions prévues pour les déplacements temporaires des personnels civils de de l'Etat (dernier alinéa de l'article R. 811-23).

V - REGLES RELATIVES A L'INSTRUCTION

Pour chaque affaire, le président de la section disciplinaire désigne une commission de discipline puis, au sein de la commission de discipline, désigne un rapporteur issu d'un des deux collèges composés d'enseignants ainsi qu'un rapporteur adjoint, membre du collège des usagers. La personne qui préside la commission de discipline, qui peut être le président ou un des deux vice-présidents de la section disciplinaire, ne peut être rapporteur pour l'affaire dont la commission aura à connaître. Dès lors que l'utilisateur désigné comme rapporteur adjoint a été régulièrement convoqué, son absence ne fait pas obstacle aux opérations d'instruction. En l'absence du rapporteur adjoint dûment convoqué, l'instruction peut en effet se poursuivre régulièrement, le rapporteur effectuant alors seul les actes d'instruction (article R. 811-29).

L'article R. 811-29 décrit les opérations d'instruction qui sont conduites sous la responsabilité du président de la commission de discipline.

1. Organisation des opérations d'instructions

Il appartient aux rapporteurs d'organiser l'instruction de façon à recueillir les éléments leur permettant d'établir l'exposé des faits qui figurera dans le rapport. Ils apprécient les moyens adéquats pour recueillir ces éléments. S'ils estiment que l'audition de l'intéressé ne se justifie pas au regard des éléments du dossier, ils peuvent alors simplement se fonder sur les observations écrites produites par ce dernier. Toutefois, si l'intéressé demande à être entendu, les rapporteurs sont tenus de le convoquer et de l'entendre.

Dans tous les cas, ils peuvent aussi entendre ou consulter toute personne susceptible d'apporter des éléments pour les éclairer sur les faits dont la section disciplinaire est saisie. Le chef d'établissement est invité à présenter des observations.

Une personne qui est entendue comme témoin et qui s'estime victime des agissements de l'utilisateur poursuivi peut se faire assister par une personne de son choix lorsqu'elle est entendue par la commission d'instruction (article R. 811-29).

Des dispositions spécifiques sont prévues par le dernier alinéa de l'article R. 811-29 lorsque l'utilisateur poursuivi est un étudiant en médecine, en odontologie ou en pharmacie dans le cadre de sa participation à l'activité hospitalière. Dans ce cas, les rapporteurs invitent le chef du pôle ou, à défaut, le responsable du service, de l'unité fonctionnelle ou de toute autre structure interne à faire connaître ses observations. Sont également invités à faire connaître leurs observations le directeur de l'établissement public de santé dans lequel l'intéressé est affecté et, le cas échéant, le directeur de l'établissement public

de santé où les faits se sont produits ou, à défaut, le responsable de l'entité de stage.

2. Rapport d'instruction

Dans le rapport d'instruction, les rapporteurs exposent les faits tels qu'ils ont été recueillis. Le rapport contient également les observations présentées, le cas échéant, par la personne poursuivie et par le chef d'établissement.

Les rapporteurs disposent de deux mois pour remettre le rapport d'instruction au président de la commission de discipline. Ce délai est indicatif. Si les circonstances l'exigent, en raison de difficultés particulières rendant l'instruction plus longue, ce délai peut être dépassé.

En outre, une fois le rapport déposé, si le président de la commission de discipline considère que le rapport ne permet pas à la commission de discipline d'examiner l'affaire et qu'il serait utile, en conséquence, de poursuivre l'instruction, il demande aux rapporteurs de continuer la procédure d'instruction et de compléter le rapport. Si nécessaire, cela peut conduire les opérations d'instruction à dépasser le délai de deux mois.

De même, lorsque, postérieurement à la remise du rapport d'instruction, de nouveaux éléments sont apportés qui justifieraient un complément d'instruction afin que la commission de discipline soit en mesure de se prononcer sur l'affaire, le président de la commission de discipline demande aux rapporteurs de reprendre les opérations d'instruction et de compléter le rapport initial.

Le dépassement du délai de deux mois n'entraîne pas la nullité de la procédure.

3. Consultation du dossier

L'établissement doit permettre à la personne poursuivie ou à son conseil de prendre connaissance du dossier pendant le déroulement de l'instruction. De plus, à l'issue de l'instruction, il doit permettre à la personne poursuivie ou à son conseil de consulter le rapport d'instruction ainsi que les pièces du dossier pendant une période débutant au moins dix jours avant la date fixée pour la réunion de la commission de discipline.

Le dossier à la disposition de la personne poursuivie comprend l'ensemble des pièces. Il inclut en particulier les procès-verbaux des auditions menées par les rapporteurs.

Le dossier ne peut être emporté à l'extérieur de l'établissement, pour faire des copies par exemple. En cas de consultation du dossier dans les locaux de l'établissement, rien n'interdit à l'intéressé ou à son conseil de prendre des

photos des éléments du dossier. L'établissement n'est pas tenu de fournir des copies pour l'intéressé ou son conseil. Il est toutefois possible à l'établissement de proposer un service (facturé) de copies.

Il peut être envisagé de communiquer le dossier via un coffre-fort numérique, uniquement accessible à l'intéressé ou à son conseil. L'envoi par mél paraît moins pertinent en termes de confidentialité et de poids des pièces à transmettre.

Questions/Réponses

Est-il possible d'utiliser des enregistrements vidéo ou audio comme éléments de preuve ?

Le Conseil d'Etat a considéré, dans le cas d'une procédure disciplinaire engagée à l'encontre d'un agent public, que l'autorité investie du pouvoir disciplinaire, à laquelle il incombe d'établir les faits sur le fondement desquels elle inflige une sanction, peut apporter la preuve de ces faits par tout moyen. En tant qu'employeur public cependant, l'administration est tenue vis-à-vis de ses agents à une obligation de loyauté et ne peut donc fonder une sanction disciplinaire à l'encontre de l'un de ses agents sur des pièces ou documents obtenus en méconnaissance de cette obligation, sauf si un intérêt public majeur le justifie (CE 16 juillet 2014 n° 355201).

Dans un arrêt du 22 décembre 2023, la Cour de cassation, s'alignant sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui ne retient pas par principe l'irrecevabilité des preuves considérées comme déloyales, a considéré que, dans un procès civil, l'illicéité ou la déloyauté dans l'obtention ou la production d'un moyen de preuve ne conduit pas nécessairement à l'écarter des débats. Elle a précisé que le juge doit, lorsque cela lui est demandé, apprécier si une telle preuve porte une atteinte au caractère équitable de la procédure dans son ensemble, en mettant en balance le droit à la preuve et les droits antinomiques en présence, le droit à la preuve pouvant justifier la production d'éléments portant atteinte à d'autres droits à condition que cette production soit indispensable à son exercice et que l'atteinte soit strictement proportionnée au but poursuivi (Cour de cassation, Assemblée plénière, 22 décembre 2023, 20-20.648).

Dans le cas d'une procédure disciplinaire à l'encontre d'un usager, les faits peuvent également être établis par tout moyen et l'obligation de loyauté ne sera pas applicable à l'établissement qui n'a pas la qualité d'employeur. Cependant, d'autres principes conduisent à la prudence dans l'utilisation d'enregistrements audio ou vidéo comme éléments de preuve. Ainsi, il

convient de s'assurer que l'enregistrement ne constitue pas une infraction au sens de l'article 226-1 du code pénal.

Aux termes du premier alinéa de l'article 9 du code civil, « chacun a droit au respect de sa vie privée. » Toute personne peut donc s'opposer à la captation, fixation ou diffusion sans son autorisation expresse de son image ou de certains ses propos. L'article 226-1 du code pénal sanctionne le fait « *volontairement de porter atteinte à la vie privée d'autrui* » en fixant, enregistrant ou transmettant des paroles prononcées à titre privé ou l'image d'une personne se trouvant dans un lieu privé, sans le consentement de cette personne.

Pour que l'infraction soit constituée, il faut donc que la personne qui a réalisé l'enregistrement ait porté une atteinte volontaire à la vie privée d'autrui et qu'il y ait absence de consentement. Cependant, le consentement est présumé si les actes ont été effectués au vu et au su de la personne qui ne s'y est pas opposée alors qu'elle était en mesure de le faire. Il n'y aura donc pas d'infraction dans une telle hypothèse.

De plus, la condition tenant au caractère privé des paroles prononcées conduit à considérer qu'il n'y aura pas d'infraction lorsqu'il s'agit d'un enregistrement audio de propos tenus par un enseignant lors d'un cours. La solution est différente s'il s'agit d'un enregistrement vidéo car, pour l'enregistrement d'images, un lieu est regardé comme privé dès lors qu'une autorisation de l'occupant est nécessaire pour y accéder, ce qui est le cas d'un établissement d'enseignement.

Même si l'administration n'est pas à l'origine de l'enregistrement, l'article 226-2 du code pénal réprime avec les mêmes peines le fait de conserver, porter ou laisser porter à la connaissance du public ou d'un tiers ou d'utiliser de quelque manière que ce soit tout enregistrement ou document obtenu dans des conditions constituant une infraction selon l'article 226-1.

L'anonymisation des pièces utilisées pour établir les faits pourrait être admise lorsque les éléments que ces pièces contiennent seraient de nature à porter gravement préjudice aux personnes qui les ont transmises. S'agissant d'images, l'anonymisation des images permet que des tiers ne soient ni identifiés ni identifiables et rend inutile le recueil de leur consentement pour utiliser l'enregistrement concerné. Cependant, cette anonymisation limite aussi la valeur probante de l'enregistrement ce qui rendra généralement nécessaire de pouvoir se fonder sur d'autres éléments pour établir la matérialité des faits.

[Les témoins peuvent-ils être assistés d'un conseil ?](#)

L'objectif de l'audition d'un témoin dans le cadre de la procédure disciplinaire est de concourir à l'établissement de la vérité, sans conséquence personnelle

pour le témoin. La qualité de témoin ne justifie donc pas généralement l'assistance d'un avocat ou d'une autre personne à titre de conseil.

Les dispositions du premier alinéa de l'article R. 811-29 prévoient désormais que « toute personne ayant la qualité de témoin et qui s'estime lésée par les agissements de l'usager poursuivi peut se faire assister de la personne de son choix. »

En dehors de ce cas, les témoins ne peuvent être assistés d'un conseil. Les séances d'instruction et de jugement n'étant pas publiques (article R. 811-32), seules les personnes prévues par les dispositions du code peuvent être régulièrement convoquées. La présence d'un "conseil" pour un témoin dans une hypothèse autre que celle mentionnée ci-dessus ferait donc courir un risque d'irrégularité de la procédure.

[Est-il possible d'enregistrer l'audition des témoins afin de faciliter la rédaction du compte-rendu d'audition ?](#)

L'enregistrement de l'audition des témoins n'est pas prévu par les textes. Il suppose que soient respectées les dispositions relatives à la protection des données personnelles.

L'enregistrement audio de débats ou auditions durant lesquels des personnes physiques sont identifiées ou identifiables constitue un traitement de données à caractère personnel, pour lequel il convient de respecter les dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD) (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Ce traitement doit faire l'objet d'une inscription au registre des traitements de l'établissement concerné.

L'établissement responsable du traitement doit garantir, par tout moyen, que les enregistrements ne seront pas détournés de leur finalité. A défaut, sa responsabilité pourrait être engagée. Il est par ailleurs chargé d'assurer la sécurité et la confidentialité des données, c'est-à-dire des enregistrements, par les moyens qu'il estime les plus adéquats.

De même, les personnes concernées devront être informées de l'enregistrement, des modalités de mise en œuvre de ce traitement ainsi que des droits dont elles disposent (mentions prévues à l'article 13 du RGPD). Il appartient au responsable du traitement de déterminer le moyen le plus

efficace pour atteindre le but recherché, étant précisé qu'une information écrite apparaît plus adaptée.

Sur la licéité du traitement (article 6 du RGPD) : si la finalité de l'enregistrement audio des réunions vise uniquement à permettre une retranscription fidèle des échanges intervenus lors des réunions, à l'exclusion de toute diffusion au sein ou à l'extérieur de l'établissement, le traitement peut relever de « l'intérêt légitime », au sens du f) du 1 de l'article 6 du RGPD (« traitement (...) nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement (...) »). Il pourrait aussi relever de « l'exercice de la mission d'intérêt public » dont est investi le responsable du traitement, au sens du e) du 1 de ce même article (« traitement (...) nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement »). Il appartient à l'établissement de décider de la base légale la plus appropriée en tenant compte de ses missions et des obligations auxquelles il est soumis.

L'enregistrement de la voix, sans captation de l'image de la personne, n'exige pas le recueil du consentement préalable des intéressés. Toutefois, l'article 226-1 du code pénal prohibe la captation, l'enregistrement et la transmission, sans le consentement de son auteur, des paroles prononcées à titre privé ou confidentiel. Dans la mesure où les réunions ne sont pas publiques, il convient donc d'informer les personnes auditionnées ainsi que les participants à la réunion de l'enregistrement audio des débats.

Concernant la durée de conservation de l'enregistrement, compte tenu de la finalité, l'enregistrement pourrait être utilement conservé jusqu'à la réunion de la commission de discipline, afin de permettre des vérifications en cas de contestation. Une conservation au-delà de cette réunion, même dans des archives, est à exclure.

S'agissant du logiciel envisagé, s'il conduit à un hébergement des enregistrements par une société et non dans l'établissement sur le poste des seules personnes utilisatrices du service, cette société est considérée comme un sous-traitant au regard de la réglementation applicable en matière de droit des données à caractère personnel. Un contrat de sous-traitance devra donc être conclu dans les conditions prévues par l'article 28 du RGPD. Les conditions générales d'utilisation (CGU) ne sauraient se substituer à ce contrat. Il conviendra en outre d'être vigilant sur la politique de confidentialité du sous-traitant. Enfin, il sera nécessaire d'informer les personnes concernées de la transmission des enregistrements à un sous-traitant.

[Des témoins peuvent-ils témoigner de façon anonyme ?](#)

Même si la procédure disciplinaire à l'encontre d'un usager n'a plus de caractère juridictionnel, elle doit respecter le principe des droits de la défense, principe constitutionnel qui s'applique à toute sanction administrative. Ainsi, le principe du contradictoire doit être respecté tout au long de la procédure. Cela implique notamment que la personne déférée puisse avoir connaissance de l'ensemble des pièces relatives aux faits qui justifient l'ouverture de la procédure disciplinaire. Un témoignage qui resterait anonyme ne pourrait donc pas être utilisé dans la procédure disciplinaire.

La Cour européenne des droits de l'homme s'est déjà prononcée en matière pénale sur la question de savoir comment le droit à un procès équitable peut être combiné avec la protection des témoins (CEDH 23 avril 1997 X c/ Pays-Bas). Elle a admis qu'un juge puisse passer outre la garantie relative à l'identification des témoins seulement lorsque sont réunies des conditions restrictives, notamment : motif pertinent et suffisant (en particulier : existence d'éléments de nature à démontrer que le risque de représailles est réel et important), procédure permettant de compenser de façon suffisante les entraves aux droits de la défense résultant de l'anonymisation des témoignages (par exemple : interrogation des témoins anonymes en présence de l'avocat de la personne poursuivie avec possibilité pour ce dernier de leur poser les questions nécessaires à la défense des intérêts de son client).

La seule exception admise par le Conseil d'Etat est que la section disciplinaire puisse anonymiser certains témoignages pour éviter aux témoins des risques de représailles et à condition, d'une part, que les pièces et témoignages anonymisés aient été soumis au débat contradictoire et, d'autre part, que leur contenu soit conforté par des éléments non anonymisés versés au dossier (CE 9 octobre 2020 n° 425459). Cela suppose donc de pouvoir s'appuyer sur des témoignages non anonymes qui vont dans le même sens que les témoignages anonymes. En présence de seuls témoignages anonymes, la procédure ne pourrait donc être conduite.

Il convient donc de s'interroger sur les justifications qui pourraient être apportées sur l'existence du risque. Il est par exemple difficile de justifier d'un risque lorsque les informations ont déjà été communiquées dans le cadre d'une plainte déposée par la victime. Il convient d'apprécier la portée de l'atteinte qui serait portée aux droits de la défense. Il convient aussi de s'interroger sur la nécessité de s'appuyer sur ces témoignages pour établir les faits.

Il convient de faire preuve de pédagogie envers les personnes qui témoignent et de les informer de l'impossibilité d'utiliser un témoignage anonyme. Enfin, il peut être rappelé que lors de la procédure, les témoins ne sont pas obligatoirement conduits à se trouver en présence de la personne poursuivie. Ainsi, il n'y a pas d'obligation lors de l'instruction d'auditionner les témoins en

présence de la personne poursuivie. Le principe du contradictoire sera respecté dès lors que cette dernière a connaissance du procès-verbal d'audition et peut présenter ses observations sur son contenu. De plus, lors de l'audition par les rapporteurs ou lors de la réunion de la commission de discipline, la règle doit être posée que seuls les rapporteurs ou les membres de la commission peuvent interroger les témoins, la personne poursuivie ou son conseil passant par leur intermédiaire pour poser les questions souhaitées.

Des propos tenus sur les réseaux sociaux peuvent-ils servir d'éléments de preuve lors d'une procédure disciplinaire ?

Le Conseil d'Etat a considéré, dans le cas d'une procédure disciplinaire engagée à l'encontre d'un agent public, que l'autorité investie du pouvoir disciplinaire, à laquelle il incombe d'établir les faits sur le fondement desquels elle inflige une sanction, peut apporter la preuve de ces faits par tout moyen. En tant qu'employeur public cependant, l'administration est tenue vis à vis de ses agents à une obligation de loyauté et ne peut donc fonder une sanction disciplinaire à l'encontre d'un de ses agents sur des pièces ou documents obtenus en méconnaissance de cette obligation, sauf si un intérêt public majeur le justifie (CE 16 juillet 2014 n° 355201).

La Cour de cassation, après avoir rappelé le principe de loyauté qui s'impose à l'employeur dans l'administration de la preuve, a considéré que le droit à la preuve pouvait justifier la production d'éléments portant atteinte à la vie privée à la condition que cette production soit indispensable à l'exercice de ce droit et que l'atteinte soit proportionnée au but poursuivi. Les éléments de preuve consistaient en une photographie publiée sur le compte privé Facebook du salarié sanctionné, auquel l'employeur n'avait pas accès, et dans des éléments d'identification des « amis » professionnels destinataires de cette publication. Le juge a constaté que l'employeur n'avait pas utilisé de procédé déloyal pour se procurer ces éléments qui lui avaient été communiqués spontanément par un autre salarié. De plus, compte tenu des faits en cause, portant sur la divulgation d'informations confidentielles à de possibles concurrents, le juge a conclu que cette production d'éléments, bien que portant atteinte à la vie privée du salarié sanctionné, était indispensable à l'exercice du droit à la preuve et proportionnée au but poursuivi, soit la défense de l'intérêt légitime de l'employeur à la confidentialité de ses affaires (Cour de cassation, Ch. Soc., 30 septembre 2020, n°19 12.058).

Dans le cas d'une procédure disciplinaire à l'encontre d'un usager, les faits peuvent également être établis par tout moyen et l'obligation de loyauté n'est pas applicable à l'établissement qui n'a pas la qualité d'employeur. Cependant d'autres principes conduisent à la prudence dans l'utilisation d'éléments

publiés sur les réseaux sociaux à titre de preuve, en particulier le respect de la vie privée protégé par l'article 9 du code civil.

Ainsi, le contenu posté en ligne appartenant à la sphère privée ne peut pas, en principe, servir de preuve. L'établissement qui souhaite tout de même s'appuyer sur un tel contenu doit s'assurer que la production de cette preuve est indispensable à l'exercice du droit de la preuve et proportionnée au but recherché.

Abandon des poursuites : à l'issue de l'instruction, l'autorité qui a engagé les poursuites peut-elle renoncer aux poursuites ?

Dès lors que la section disciplinaire est saisie, l'autorité qui a engagé les poursuites ne peut pas renoncer aux poursuites. La procédure est conduite jusqu'à son terme, à savoir la décision de la commission de discipline.

Il n'appartient pas davantage aux rapporteurs d'interrompre la procédure. Ils sont seulement chargés d'instruire l'affaire en fournissant tous les éléments permettant à la commission de discipline de se prononcer.

La commission de discipline est seule compétente pour se prononcer sur la matérialité des faits et pour statuer en conséquence. En application de l'article R. 811-38, si la commission de discipline n'adopte aucune sanction, la poursuite est considérée comme rejetée.

VI - REUNION DE LA COMMISSION DE DISCIPLINE

Lorsque le président de la commission de discipline dispose du rapport d'instruction et considère que l'affaire est en état d'être examinée, il fixe la date de la réunion de la commission de discipline et convoque les membres de cette commission (article R. 811-30) ainsi que la personne poursuivie.

1. Composition de la commission de discipline :

Voir le Guide sur la composition des sections disciplinaires compétentes à l'égard des usagers.

2. Convocation

Pour convoquer la personne poursuivie, le président de la commission de discipline lui adresse une convocation par tout moyen permettant de conférer date certaine, quinze jours au moins avant la date de la séance. La convocation doit rappeler à l'utilisateur qu'il a le droit, ainsi que son conseil, de consulter le rapport d'instruction et l'ensemble du dossier pendant une période débutant au moins dix jours avant la date de la séance. Elle doit aussi lui rappeler qu'il a le droit de présenter des observations orales pendant la séance ou de faire présenter des observations par son conseil.

Sont également convoqués :

- **Les témoins que le président a estimé nécessaire d'entendre,**
- **Les personnes qui ont la qualité de témoins et qui s'estiment victimes des faits reprochés, si elles ont demandé à être entendues,**
- **Les personnes qui ont engagé les poursuites.**

3. Absence de la personne poursuivie

Si, bien qu'ayant été régulièrement convoquée, la personne poursuivie ne se présente pas le jour de la réunion, la commission de discipline doit apprécier les motifs invoqués : soit l'utilisateur a présenté des motifs que la commission de discipline considère comme justifiés, dans ce cas elle reporte l'examen de l'affaire à une date ultérieure ; soit l'utilisateur n'a pas fourni de justification ou n'a pas avancé de motif que la commission considère comme valable, dans ce cas elle peut siéger de façon régulière en son absence.

La personne poursuivie peut soit être assistée d'un conseil, soit être représentée par ce dernier (article R. 811-27). L'utilisateur poursuivi qui ne peut être présent peut donc aussi choisir de mandater son conseil pour le représenter.

Pour tenir compte de l'éloignement géographique ou de contraintes professionnelles ou médicales, le président de la commission de discipline peut

décider, avec l'accord de la personne poursuivie, d'avoir recours à un moyen de conférence audiovisuelle. L'accord de l'utilisateur poursuivi est requis dans la mesure où le Conseil d'Etat a reconnu que la possibilité d'être entendu en personne pour présenter ses observations constituait une garantie pour ce dernier (Conseil d'Etat 6 oct. 2021, n° 447436). Le moyen de conférence audiovisuelle retenu doit respecter un niveau suffisant de sécurité et de confidentialité (article R. 811-31). Ce moyen doit ainsi permettre de s'assurer de l'identité des parties, garantir la qualité de la retransmission et la confidentialité des échanges, respecter le principe du contradictoire et les droits de la défense. **La décision** mentionnera cette participation à distance ainsi que les moyens utilisés.

4. Déroulement de la séance

De même que les séances d'instruction, les réunions de la commission de discipline ne sont pas publiques.

S'il l'estime nécessaire au cours de la séance, le président peut ordonner un supplément d'instruction. Les parties sont invitées à présenter des éléments complémentaires pour les seuls besoins de ce supplément d'instruction, dans un délai qui ne peut excéder un mois à compter de la date de la séance d'examen de l'affaire. A l'issue de ce délai, la commission de discipline se réunit à nouveau pour délibérer.

Le président de la commission de discipline convoque une nouvelle séance d'examen de l'affaire seulement s'il estime nécessaire d'entendre des observations orales sur les éléments nouvellement produits.

Les membres de la commission de discipline et le secrétaire sont tenus de respecter le secret sur l'ensemble des opérations d'instruction et sur les débats relatifs à l'affaire examinée.

La commission délibère valablement si au moins la moitié de ses membres est présente et à condition que le nombre de représentants des usagers ne soit pas supérieur à celui des représentants des enseignants. Dans le cas où cela serait nécessaire pour assurer le respect de cette dernière condition, le président de la commission de discipline désigne après tirage au sort les représentants des usagers admis à siéger (article R. 811-32).

L'article R. 811-33 décrit le déroulement de la séance d'examen de l'affaire.

Art. R. 811-33.-Au jour fixé pour la séance d'examen de l'affaire, le rapporteur ou, en cas d'absence de celui-ci, un membre de la commission de discipline désigné par son président parmi les enseignants donne lecture du rapport. L'intéressé ou, le cas échéant, son conseil peuvent ensuite présenter des observations.

Si le président de la commission de discipline estime nécessaire d'entendre des témoins, cette audition a lieu en présence de l'intéressé et, le cas échéant, de son conseil. Toute personne ayant la qualité de témoin et qui s'estime lésée par les agissements de l'usager poursuivi peut demander à être entendue, assistée le cas échéant de la personne de son choix.

Peuvent également être entendues à leur demande les personnes qui ont engagé les poursuites en application de l'article R. 811-25, ou leurs représentants.

La personne poursuivie a la parole en dernier.

Le président peut ordonner un supplément d'instruction. Les parties sont invitées à présenter des éléments complémentaires pour les seuls besoins de ce supplément d'instruction, dans un délai qui ne peut excéder un mois à compter de la date de la séance d'examen de l'affaire. A l'issue de ce délai, la commission de discipline délibère.

Une nouvelle séance d'examen de l'affaire est convoquée si le président estime nécessaire d'entendre des observations orales sur les éléments nouvellement produits.

Après la levée de la séance, la décision de sanction est prise par les membres de la commission de discipline ayant assisté à la totalité de la séance, en présence du secrétaire.

5. Adoption et contenu de la décision

Lorsque, au cours des débats qui suivent la levée de la séance, les membres envisagent plusieurs sanctions, un vote est d'abord organisé sur la sanction la plus forte. La commission de discipline se prononce au scrutin secret à la majorité des membres présents.

Dans l'hypothèse où aucune sanction ne recueille la majorité des voix, la poursuite est considérée comme rejetée.

La décision de la commission de discipline doit être motivée (article R. 811-39). Ainsi que l'écrit le Conseil d'Etat (dossier thématique « Le juge administratif et les sanctions administratives) : « La motivation est une garantie du respect des droits de la défense et rend possible le contrôle de la proportionnalité de la sanction aux faits commis. La motivation doit permettre à la personne concernée de connaître les éléments de droit et de fait qui fondent la sanction

qui lui est infligée, pour mieux la comprendre mais aussi, le cas échéant, pour pouvoir la contester utilement. »

Lorsqu'elle décide d'une sanction, la commission de discipline se prononce sur plusieurs autres points :

- Etendue de la nullité au-delà de la nullité de l'épreuve (R. 811-36) : toute sanction prononcée dans le cas d'une fraude ou tentative de fraude commise à l'occasion d'un examen entraîne pour l'intéressé la nullité de l'épreuve correspondante. La commission de discipline décide s'il y a lieu de prononcer, en outre, la nullité du groupe d'épreuves ou de la session d'examen ou du concours.

- Lorsqu'elle prononce une sanction d'exclusion de l'établissement pour une durée qui n'excède pas deux ans, la commission de discipline décide si elle octroie ou non un sursis et, dans cette hypothèse, le caractère partiel ou total du sursis. Dans le cas d'un sursis partiel, elle doit en fixer la durée, par exemple une sanction d'exclusion de deux ans dont un an avec sursis.

- Lorsqu'elle prononce la sanction consistant en une mesure de responsabilisation, la commission de discipline doit également fixer la sanction applicable dans le cas où l'utilisateur refuserait de signer l'engagement prévu ou dans le cas où il n'exécuterait pas la mesure de responsabilisation (dernier alinéa du II de l'article R. 811-36)

- Lorsqu'elle décide de prononcer une sanction d'exclusion : la commission de discipline peut choisir de prononcer une mesure alternative consistant en une mesure de responsabilisation (III de l'article R. 811-36). Dans ce cas, si l'utilisateur refuse ou ne respecte pas l'engagement conclu dans le cadre de la mesure de responsabilisation, la mesure d'exclusion lui sera appliquée sans nécessité de nouvelle intervention de la commission de discipline.

- Révocation du sursis et confusion des sanctions (article R. 811-38) : lorsque la sanction prononcée est susceptible de rendre applicable une sanction précédente assortie du sursis, il appartient à la section disciplinaire de décider tout d'abord de révoquer ou non le sursis accordé antérieurement accompagnant la première sanction. Si elle décide de le révoquer, elle décide du caractère total ou partiel de la révocation puis elle se prononce sur la confusion ou non des sanctions (cf. infra question/réponse 7.4 sur le sursis).

La rédaction d'un procès-verbal n'est pas obligatoire. La décision est le seul document devant être rédigé à l'issue de la séance. Elle est notifiée par le président de la section disciplinaire, par tout moyen permettant de conférer date certaine, à la personne poursuivie. S'il s'agit d'un mineur, elle est en outre adressée, dans la même forme, aux personnes qui exercent à son égard

l'autorité parentale ou la tutelle. La décision est également adressée au président de l'université et au recteur de région académique. La notification mentionne les voies et délais de recours contentieux.

La décision est affichée, sous forme anonyme, à l'intérieur de l'établissement ou mise en ligne sur le site intranet de l'établissement accessible aux seuls agents et usagers de l'établissement.

Dans les cas où les faits reprochés sont constitutifs de faits de violence, de harcèlement, d'antisémitisme, de racisme, de discrimination, d'incitation à la haine ou à la violence, le président de la section disciplinaire informe toute personne qui s'estime victime des faits reprochés et qui s'est fait connaître, selon le cas, de la sanction prononcée ou de l'absence de sanction.

Questions/Réponses

[En cas d'absence de la personne poursuivie, faut-il reporter la date de la réunion de la commission de discipline ?](#)

Les dispositions de l'article R. 811-31 prévoient qu'en l'absence de la personne déférée, la commission de discipline apprécie, le cas échéant, les motifs invoqués pour expliquer cette absence. Si elle les juge injustifiés, elle continue valablement à siéger. La personne poursuivie peut présenter sa défense par écrit ou mandater son conseil pour la représenter.

Cependant, si la personne poursuivie a indiqué par avance qu'elle ne pourrait pas être présente à la date prévue pour la réunion de la commission de discipline et a invoqué un motif pouvant être considéré comme légitime, il est conseillé de reporter la date de la commission de discipline. Dans le cas inverse, en effet, le risque existe que la commission de discipline considère que le motif invoqué est justifié et que dès lors elle ne puisse continuer à siéger car la procédure perdrait son caractère contradictoire à l'égard de l'intéressé. La réunion devrait alors être reportée.

Pour tenir compte de l'éloignement géographique ou de contraintes professionnelles ou médicales, la personne poursuivie peut participer à distance à la réunion de la commission de discipline. Le président de la commission de discipline peut décider, dans ces circonstances, d'avoir recours à un moyen de conférence audiovisuelle en recueillant au préalable l'accord de la personne poursuivie. La possibilité d'être entendue physiquement constitue en effet une garantie pour cette dernière. Le moyen de conférence audiovisuelle retenu doit respecter un niveau suffisant de sécurité et de confidentialité.

Si la personne poursuivie est absente lors de la réunion de la commission de discipline, peut-elle être représentée par son conseil ?

Les dispositions de l'article R. 811-27 permettent à la personne poursuivie, si elle le souhaite, d'être soit assistée par un conseil de son choix, soit représentée par ce dernier qui est alors son mandataire. Dans ce dernier cas, le représentant de la personne poursuivie peut la représenter en son absence et la procédure conserve un caractère contradictoire.

La personne poursuivie peut, en outre, présenter sa défense par écrit (article R. 811-31).

Est-il possible de réunir à distance la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers ?

Les dispositions applicables à la commission de discipline, qui prévoient le droit pour la personne poursuivie de présenter ses observations et d'avoir la parole en dernier, excluent l'application des dispositions de l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des autorités administratives à caractère collégial. A propos de la commission des sanctions de l'Agence française de lutte contre le dopage, le Conseil d'Etat a jugé, en effet, que les dispositions de l'ordonnance du 6 novembre 2014 susmentionnée concernaient seulement les délibérations des membres des instances collégiales et n'étaient pas applicables « aux audiences tenues par la commission des sanctions (...) pour entendre les observations des personnes poursuivies devant elles. » (CE 6 octobre 2021 n° 447436)

Les dispositions du dernier alinéa de l'article R. 811-31 prévoient que pour tenir compte de l'éloignement géographique ou de contraintes professionnelles ou médicales, le président de la commission de discipline peut décider d'avoir recours à un moyen de conférence audiovisuelle. Ces dispositions permettent au président de la commission de discipline de prendre l'initiative de recourir à un moyen de conférence audiovisuelle pour entendre l'utilisateur poursuivi. Il doit cependant recueillir l'accord de ce dernier car la possibilité d'être présent physiquement pour être entendu par la commission de discipline constitue une garantie pour l'utilisateur poursuivi.

Quelles sont les mentions devant figurer dans la décision rendue par une section disciplinaire ?

S'agissant des visas, il convient a minima de préciser les dispositions législatives et réglementaires du code de l'éducation : les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-11 à R. 811-42. Peuvent également être visés notamment le courrier de saisine

de la section disciplinaire par l'autorité compétente ainsi que le rapport d'instruction et les pièces du dossier.

Doivent être mentionnés dans la décision :

- la date de l'audience et, si elle est différente, celle du délibéré
- le nom des membres de la commission de discipline présents et du rapporteur
- l'analyse de la lettre de saisine de la section disciplinaire (informations relatives à la saisine telles que son auteur et sa date, la description des faits invoqués)
- les dates de convocation des parties et les dates de mise à disposition du rapport d'instruction et du dossier
- le nom des parties et, le cas échéant, de leur conseil ainsi que le nom des personnes entendues. Pour les personnes poursuivies, indiquer également leur prénom et leur date de naissance
- la présence de la personne poursuivie ou celle de la personne qui le représente, l'usage, le cas échéant, d'un moyen de conférence audiovisuelle ou l'absence non justifiée de la personne poursuivie.

Il convient aussi d'indiquer que la commission de discipline s'est réunie en séance non publique et que la personne poursuivie a eu la parole en dernier.

Par ailleurs, la décision doit être suffisamment motivée : elle doit pour cela contenir les considérations de fait et de droit qui fondent la décision. Toutefois, il ne doit pas être fait mention des opinions exprimées pendant les délibérations.

Sont indiqués soit le rejet des poursuites, soit la sanction adoptée.

Pour les autres mentions, en fonction des autres points sur lesquels la section disciplinaire doit se prononcer : cf. supra VI et question 6.4.

Les voies et délais de recours contentieux contre la décision rendue sont mentionnés. Ils devront également figurer dans le courrier de notification.

La décision est datée. Elle est signée par le président de la séance et le secrétaire.

VII – SANCTIONS

L'article R. 811-13-1 fixe la liste des sanctions applicables aux usagers des établissements publics d'enseignement supérieur, leurs conséquences lorsqu'elles sont prononcées dans des cas de fraude ou tentative de fraude ainsi que les règles relatives à leur inscription dans le dossier des intéressés.

L'article R. 811-13-2 fixe les sanctions applicables en cas de fraude ou tentative de fraude commise dans un établissement d'enseignement supérieur privé à l'occasion d'une inscription donnant accès à un examen de l'enseignement supérieur public ou à l'occasion d'un examen conduisant à un diplôme national.

Les sanctions prévues par l'article R. 811-13-1 sont les suivantes :

- 1° L'avertissement ;
- 2° Le blâme ;
- 3° La mesure de responsabilisation définie au II ;
- 4° L'exclusion de l'établissement pour une durée maximum de cinq ans. Cette sanction peut être prononcée avec sursis si l'exclusion n'excède pas deux ans ;
- 5° L'exclusion définitive de l'établissement ;
- 6° L'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur pour une durée maximum de cinq ans ;
- 7° L'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement supérieur.

Le II de cet article décrit la mesure de responsabilisation. Cette mesure de responsabilisation peut être prononcée soit comme une sanction autonome, soit comme une alternative à une sanction d'exclusion de l'établissement (III du même article).

Lorsqu'elle décide d'énoncer une sanction consistant en une mesure de responsabilisation, la commission de discipline détermine également une sanction applicable dans l'hypothèse où l'utilisateur refuserait de signer l'engagement à la réaliser ou dans l'hypothèse où il ne l'exécuterait pas. Dans cette hypothèse, cette sanction serait appliquée sans qu'il soit besoin de réunir à nouveau la commission de discipline.

De même, lorsque la commission de discipline décide d'une mesure de responsabilisation comme alternative à une sanction d'exclusion, si l'utilisateur refuse de signer l'engagement à la réaliser ou s'il ne l'exécute pas, la sanction d'exclusion temporaire de l'établissement dont la mesure de responsabilisation

constitue l'alternative sera appliquée, sans qu'il soit besoin de réunir à nouveau la commission de discipline.

Le courrier de notification rappelle les conséquences d'un éventuel refus de signer la convention ou d'une inexécution de la mesure de responsabilisation.

L'établissement soumet dans les meilleurs délais la convention à l'utilisateur pour signature. Lorsque la mesure est effectuée à l'extérieur de l'établissement, les clauses types de la convention à conclure avec la structure susceptible d'accueillir l'utilisateur (association, collectivité territoriale, groupement rassemblant des personnes publiques, administration ou établissement public de l'Etat), sont fixées par l'arrêté du 18 novembre 2020 (arrêté du 18 novembre 2020 fixant les clauses types de la convention prévue à l'article R. 811-36 du code de l'éducation).

Les sanctions disciplinaires sont inscrites au dossier de l'utilisateur sanctionné. L'avertissement, le blâme ainsi que la mesure de responsabilisation sont effacés au bout de trois ans si aucune sanction n'intervient pendant cette période.

Dans le cas où une mesure de responsabilisation est prononcée comme alternative à une sanction et est exécutée par l'utilisateur, seule cette mesure est inscrite dans son dossier. Elle est effacée au bout de trois ans si aucune sanction n'intervient pendant cette période.

Questions/Réponses :

[Dans l'attente de la décision de la section disciplinaire, un étudiant peut-il passer la session de rattrapage en anticipant l'hypothèse où une sanction entraînerait la nullité de l'épreuve ?](#)

En cas de flagrant délit de fraude ou tentative de fraude, le jury délibère pour l'étudiant poursuivi dans les mêmes conditions que pour les autres candidats (article R. 811-12). Dans l'attente de la décision de la section disciplinaire, l'étudiant est présumé innocent. Si, à la suite de la délibération du jury, ses résultats le permettent, il peut donc s'inscrire pour l'année suivante. L'établissement ne pourrait refuser son inscription pour le seul motif qu'une procédure disciplinaire est engagée à son encontre. L'inscription pourrait toutefois être remise en cause en cas de sanction prononcée par la section disciplinaire.

De même, si ses résultats le justifient après la délibération du jury mentionnée ci-dessus, l'étudiant poursuivi peut s'inscrire à la session de rattrapage dans les mêmes conditions que les autres candidats (article R. 811-12).

S'il ne remplit pas les conditions prévues pour cette inscription après la délibération du jury, l'étudiant ne peut pas s'inscrire de façon « préventive » à la session de rattrapage en anticipant l'hypothèse où la décision de la section disciplinaire prononcerait la nullité de l'épreuve, du groupe d'épreuves ou de la session.

Dans l'attente de la décision de la section disciplinaire, l'établissement peut-il délivrer un relevé provisoire de notes ?

Selon l'article R. 811-12, en cas de flagrant délit de fraude ou tentative de fraude aux examens ou concours, ou lorsque le jury décide de saisir le chef d'établissement de cas de fraudes présumées, « *aucun certificat de réussite ni relevé de notes ne peut être délivré avant que la commission de discipline ait statué.* »

Or des usagers faisant l'objet d'une procédure disciplinaire pourraient avoir besoin de documents leur permettant de s'inscrire ou de postuler dans des formations pour poursuivre leur cursus. Afin de ne pas les pénaliser, dans l'attente de la réunion de la commission de discipline, il peut être envisagé de délivrer aux usagers qui en font la demande un relevé de note provisoire qui, en tout état de cause, n'a « *aucun caractère attributif de droit et [a] une portée purement déclarative* » (CE, 11 mai 1987, n° 77779).

La transmission d'un tel document devra alors s'accompagner d'une mention précisant à l'étudiant qu'en fonction de la décision de la commission de discipline, notamment si celle-ci prononce une sanction entraînant la nullité de l'épreuve ou du groupe d'épreuves, son inscription intervenue dans l'intervalle est susceptible d'être remise en cause.

Fraude lors d'une épreuve de la deuxième session : quelle note prendre en compte ?

Lorsqu'une sanction est prononcée pour une fraude lors d'une épreuve de la deuxième session, entraînant la nullité de l'épreuve correspondante, l'étudiant n'obtient aucune note à cette épreuve. Sauf si les modalités de contrôle des connaissances comportent des dispositions différentes, la note de la deuxième session se substitue à la note obtenue lors de la première session. Ayant participé à l'épreuve lors de la seconde session, l'étudiant ne peut donc conserver la note de la première session.

A la suite de la sanction, l'autorité administrative, en application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 811-12, saisit le jury pour une nouvelle délibération portant sur les résultats obtenus par l'intéressé aux autres épreuves en tenant compte de l'absence de points à l'épreuve considérée. Dans la mesure où l'étudiant a participé à l'épreuve de rattrapage, même si la

sanction prononcée par la commission de discipline a conduit à la nullité de l'épreuve, le jury ne peut pas prendre en compte le résultat obtenu par l'étudiant lors de l'épreuve de la session précédente. Il n'est pas davantage possible d'organiser une nouvelle épreuve de rattrapage.

Sursis : comment s'appliquent les dispositions sur la révocation du sursis et la confusion des sanctions ?

- Révocation du sursis à exécution : En application des dispositions de l'article R. 811-38, lorsque la commission de discipline adopte une sanction qui est susceptible de rendre applicable une précédente sanction assortie du sursis, il lui appartient aussi de prendre une décision concernant la révocation du sursis qui accompagnait cette précédente sanction : elle doit ainsi décider de révoquer ou non le sursis accordé antérieurement accompagnant la première sanction. Si elle décide de le révoquer, elle doit indiquer si cette révocation est totale ou partielle.

- Confusion des sanctions : En application du même article, en cas de révocation totale ou partielle du sursis, la commission de discipline doit se prononcer sur la confusion des sanctions.

Ainsi, si la section disciplinaire décide de prononcer une sanction de même nature que celle prononcée à l'issue de la procédure précédente, il lui appartient de se prononcer en même temps sur la révocation du sursis (en totalité ou partiellement) et sur la confusion des sanctions.

Plusieurs situations sont donc susceptibles de se produire :

- Si la commission de discipline ne prononce pas la révocation du sursis, seule la sanction qu'elle prononce s'appliquera.
- Si la commission de discipline décide de révoquer totalement ou partiellement le sursis tout en appliquant la confusion des sanctions, la sanction la plus lourde absorbe l'autre sanction, ce qui conduit à une durée d'exclusion égale à la durée de la sanction la plus lourde.

Si la section disciplinaire décide de révoquer totalement ou partiellement le sursis sans confusion des sanctions, les deux sanctions sont appliquées cumulativement. La durée d'exclusion est donc égale à la durée de la sanction prononcée par la section disciplinaire à laquelle s'ajoute la durée du sursis ayant fait l'objet de révocation. Les deux procédures disciplinaires étant indépendantes, l'application cumulative des sanctions décidée par la section disciplinaire pourrait conduire à dépasser la durée maximale d'exclusion temporaire prévue par l'article R. 811-13-1, soit 5 ans. Dans une telle hypothèse, si elle considère qu'il s'agit d'une sanction proportionnée, la section

disciplinaire pourrait aussi décider de prononcer l'exclusion définitive de l'établissement.

Comment appliquer dans le temps plusieurs sanctions d'exclusion prononcées lors de procédures disciplinaires successives ?

Il s'agit de l'hypothèse où des faits différents donnent lieu à des procédures disciplinaires successives. Ces procédures sont indépendantes.

En application des dispositions de l'article R. 811-39, une sanction prend effet à compter du jour de sa notification. En fonction de la date des décisions, une deuxième période d'interdiction pourrait donc débuter avant qu'une première période d'interdiction ne soit achevée.

Le Conseil d'Etat a considéré qu'une section disciplinaire a pu légalement décider, afin d'assurer le caractère effectif de deux suspensions prononcées pour des faits distincts, que la deuxième ne prendrait effet qu'à l'expiration de la première (CE 7 décembre 1984, n° 41743).

Il appartient donc à la section disciplinaire qui prendra la seconde décision de décider si la deuxième sanction ne prendra effet qu'à l'expiration de la première. A défaut, la deuxième sanction prendra effet au jour de la notification de la décision.

Relevé de note, inscription : que faire dans l'attente de la décision de la section disciplinaire ? Après la décision ? Lorsque la suspension de la décision a été prononcée par le tribunal administratif ?

- Dans l'attente de la décision de la section disciplinaire :

Selon les dispositions de l'article R. 811-12, le jury délibère sur les résultats du candidat poursuivi dans les mêmes conditions que pour tout autre candidat. Le candidat poursuivi peut, le cas échéant, se présenter au second groupe d'épreuves à condition que ses résultats le justifient. Cependant, aucun certificat de réussite ni aucun relevé de notes ne peut lui être délivré avant que la commission de discipline ait statué.

En application du principe de présomption d'innocence, il n'est pas possible d'interdire à un étudiant de s'inscrire dans l'établissement au seul motif qu'une procédure disciplinaire a été engagée à son encontre (CE 6 mars 2009 n° 305338). L'établissement reviendra sur cette inscription si la section disciplinaire prononce une sanction remettant en cause l'inscription de l'étudiant.

De même, des usagers faisant l'objet d'une procédure disciplinaire pourraient avoir besoin de documents leur permettant de s'inscrire ou de postuler dans des formations pour poursuivre leur cursus. Afin de ne pas les pénaliser, dans

l'attente de la réunion de la commission de discipline, il peut être envisagé de délivrer aux usagers qui en font la demande un relevé de note provisoire qui, en tout état de cause, n'a « aucun caractère attributif de droit et [a] une portée purement déclarative » (CE 11 mai 1987, n° 77779). La transmission d'un tel document devra alors s'accompagner d'une mention précisant à l'étudiant qu'en fonction de la décision de la formation de jugement, notamment si celle-ci prononce une sanction entraînant la nullité de l'épreuve ou du groupe d'épreuves, son inscription intervenue dans l'intervalle est susceptible d'être remise en cause.

- Après le prononcé de la sanction :

En application de l'article R. 811-13-1, toute sanction prononcée dans le cas d'une fraude ou d'une tentative de fraude commise à l'occasion d'une inscription entraîne la nullité de l'inscription. Toute sanction prononcée dans le cas d'une fraude ou d'une tentative de fraude commise à l'occasion d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours entraîne pour l'intéressé la nullité de l'épreuve correspondante. Il est réputé avoir été présent à l'épreuve sans l'avoir subie. Après le prononcé d'une sanction, le chef d'établissement saisit le jury pour une nouvelle délibération portant sur les résultats de l'usager sanctionné et tenant compte de la nullité de l'épreuve. L'établissement lui délivre alors un certificat de réussite ou un relevé de notes.

La commission de discipline peut aussi décider de prononcer à son égard la nullité du groupe d'épreuves ou de la session d'examen ou du concours. En cas de nullité du groupe d'épreuves, le chef d'établissement saisit le jury pour une nouvelle délibération portant sur les résultats de l'usager sanctionné et tenant compte de la nullité prononcée avant de lui délivrer un certificat de réussite ou un relevé de notes.

Les sanctions d'exclusion temporaire qui ne sont pas assorties du sursis ainsi que les sanctions d'exclusion définitive de l'établissement ou de tout établissement d'enseignement supérieur entraînent l'interdiction de prendre des inscriptions dans l'établissement ou les établissements publics dispensant des formations post-baccalauréat, de subir les examens sanctionnant ces formations ainsi que de subir tout examen conduisant à un diplôme national.

- En cas de recours :

Le recours devant le tribunal administratif n'est pas suspensif. Les mesures décidées par la commission de discipline continuent donc de s'appliquer dans l'attente de la décision du tribunal.

Si le requérant a demandé au juge des référés et obtenu la suspension de la décision, l'exécution de l'ensemble de la décision (sanction et nullité de l'épreuve) est provisoirement suspendue en attendant le jugement du tribunal administratif. L'intéressé peut donc, s'il le demande, et sous réserve d'être dans les délais fixés en la matière, se réinscrire dans l'établissement. Un nouveau certificat de réussite ou relevé de notes doit lui être délivré en intégrant les points obtenus à l'épreuve initialement annulée. Le tribunal administratif jugera l'affaire au fond. S'il reconnaît que la fraude est constituée, il peut rejeter le recours de l'intéressé ou prononcer l'annulation de la décision pour un autre motif et renvoyer l'affaire à la section disciplinaire qui pourra prononcer une nouvelle sanction à l'encontre de l'intéressé.

Diplôme obtenu par fraude : est-il nécessaire d'engager une procédure disciplinaire pour le retirer ?

Le retrait d'un diplôme relève de la compétence du chef d'établissement qui l'a délivré. Un acte obtenu par fraude peut être retiré par l'autorité compétente pour le prendre, sans condition de délai (article L. 241-2 du code des relations entre le public et l'administration).

Une procédure disciplinaire pourrait toutefois être engagée contre la personne concernée. La circonstance qu'elle ne soit plus un usager de l'établissement n'a pas de conséquence sur la compétence de la section disciplinaire dans la mesure où, lorsque les faits ont été commis, elle avait bien la qualité d'usager de l'établissement.

Le diplôme peut être retiré sans qu'une procédure disciplinaire soit engagée, à condition de respecter la procédure contradictoire préalable prévue par les articles L. 211-2 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration. La personne intéressée doit être mise à même, préalablement à la décision de retrait, de présenter ses observations écrites et le cas échéant, sur sa demande, des observations orales ; elle doit être informée qu'elle peut se faire assister par un conseil ou se faire représenter par un mandataire de son choix.

Toutefois, en fonction de la situation, engager une procédure disciplinaire préalablement au retrait du diplôme soit effectué présente plusieurs avantages :

- la procédure disciplinaire permet à la section d'établir après instruction si les faits de fraude sont établis,
- la saisine de la section disciplinaire garantit le respect d'une procédure contradictoire.

De plus, la section disciplinaire peut prononcer des sanctions à l'encontre de la personne poursuivie. Si elle l'estime approprié, elle peut ainsi prononcer, par exemple, l'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur pour la durée qu'elle fixe, ce qui interdit à la personne sanctionnée de prendre, pendant la durée fixée, une inscription en vue d'un nouveau diplôme.

En application des dispositions de l'article R. 811-13-3, si la section disciplinaire prononce une sanction en raison d'une fraude ou tentative de fraude, le chef d'établissement retire le diplôme en conséquence de la nullité devenue définitive résultant de la sanction.

L'engagement d'une procédure disciplinaire permet ainsi au chef d'établissement de s'entourer de garanties dans l'éventualité d'un contentieux qui serait dirigé contre la décision administrative de retrait du diplôme.

Quelle doit être la durée d'affichage des décisions de la section disciplinaire ?

L'article R. 811-39 dispose que « *La décision est affichée, sous forme anonyme, à l'intérieur de l'établissement ou mise en ligne sur le site intranet de l'établissement accessible aux seuls agents et usagers de l'établissement.* »

Il appartient à l'établissement de décider de la durée d'affichage de la décision et de retenir une durée raisonnable afin d'assurer une information sur la décision rendue. Par analogie avec les décisions des collectivités territoriales, on pourrait considérer comme raisonnable, par exemple, une durée continue de deux mois d'affichage dans des conditions permettant aux enseignants et usagers de prendre connaissance de la décision.

Mesure de responsabilisation : l'utilisateur dispose-t-il un délai pour l'accepter ?

Il s'agit d'une sanction prononcée par la commission de discipline, l'utilisateur n'a pas à se prononcer sur le principe de cette sanction pour l'accepter ou la refuser ni pendant la réunion de la commission ni postérieurement à la réunion. Cependant, l'utilisateur pourrait refuser de signer la convention : dans cette hypothèse la sanction fixée par la commission de discipline en cas de refus de signature ou d'inexécution de la mesure est appliquée.

Mesure de responsabilisation : comment procéder si la mesure est effectuée au sein de l'établissement donc sans signature de convention avec l'utilisateur ?

Les dispositions de l'article R. 811-40 n'interdisent pas la signature d'une convention dans l'hypothèse où la mesure serait effectuée au sein de l'établissement. L'engagement de l'utilisateur se matérialise par la signature d'un document qui peut reprendre les dispositions pertinentes de la convention prévue lorsque la mesure est effectuée à l'extérieur de l'établissement.

Mesure de responsabilisation : que se passe-t-il si l'utilisateur ne respecte pas la mesure de responsabilisation ?

Si la mesure de responsabilisation est prononcée à titre de sanction (II de l'article R. 811-13-1) : la commission de discipline détermine, en même temps qu'elle prononce la sanction consistant en une mesure de responsabilisation, une sanction qui sera applicable si l'utilisateur ne signe pas la convention l'engageant à exécuter la mesure ou s'il ne l'exécute pas dans les conditions prévues par la convention (interruption, refus d'exécuter tout ou partie des tâches décrites...). Dans cette hypothèse, le chef d'établissement prévient l'intéressé que la sanction prévue dans la décision de la commission de discipline sera mise en œuvre. La sanction est alors mise en œuvre sans nécessité d'une nouvelle intervention de la section disciplinaire.

Si la mesure de responsabilisation est prononcée comme mesure alternative à une sanction (III de l'article R. 811-13-1) : dans l'hypothèse où l'utilisateur ne signe pas la convention l'engageant à exécuter la mesure ou s'il ne l'exécute pas dans les conditions prévues par la convention (interruption, refus d'exécuter tout ou partie des tâches décrites...), la sanction dont la mesure de responsabilisation constitue l'alternative est mise en œuvre.

Quelles sont les décisions faisant l'objet d'un enregistrement dans l'application informatique « Sanctions disciplinaires » ?

Le département de l'accompagnement statutaire et réglementaire de la DGESIP procède, sur transmission des services rectoraux, à l'intégration dans l'application informatique des décisions rendues par la section disciplinaire d'un établissement à l'encontre des usagers lorsque ces décisions prononcent des sanctions dont la portée s'étend aux autres établissements d'enseignement supérieur. Il s'agit des décisions suivantes, prévues aux articles R. 811-13-1 et R. 811-13-2 :

- l'exclusion définitive ou temporaire de tout établissement public d'enseignement supérieur ;
- l'interdiction de subir tout examen conduisant à l'obtention d'un titre ou diplôme délivré par un établissement public dispensant des formations post-baccalauréat ou tout examen conduisant à un diplôme national pour une durée maximum de cinq ans ;
- l'interdiction de prendre toute inscription dans un établissement public dispensant des formations post-baccalauréat pour une durée maximum de cinq ans ;
- l'interdiction définitive de prendre toute inscription dans un établissement public dispensant des formations post-baccalauréat et de passer tout examen

conduisant à un titre ou diplôme délivré par un établissement public dispensant des formations post-baccalauréat ou tout examen conduisant à un diplôme national.

Seules ces décisions sont à transmettre par les services des rectorats en vue de l'intégration des sanctions dans l'application « Sanctions disciplinaires », cf. Courrier adressé aux établissements relatif à la publicité des sanctions disciplinaires et à la mise à jour de la liste des personnes habilitées à consulter l'application informatique « Sanctions disciplinaires »

VIII - INFORMATION DES VICTIMES

En cas de faits de de violence, de harcèlement, d'antisémitisme, de racisme, de discrimination ou d'incitation à la haine ou à la violence, le président de la section disciplinaire doit informer toute personne qui s'estime victime des faits reprochés à l'utilisateur poursuivi et qui s'est fait connaître de :

- **Article R. 811-27 :** l'engagement des poursuites. Il lui précise les différentes phases de la procédure et lui indique qu'elle peut demander à être entendue par la commission de discipline, en application de l'article R. 811-33, et qu'elle sera informée de l'issue des poursuites, en application de l'article R. 811-39 ;
- **Article R. 811-39 :** selon le cas, de la sanction prononcée ou de l'absence de sanction.

NB : Article R. 811-23 : En cas de renvoi des poursuites à la section disciplinaire d'un autre établissement par le recteur de région académique, le président de la section disciplinaire nouvellement saisie informe toute personne qui s'estime victime de faits de de violence, de harcèlement, d'antisémitisme, de racisme, de discrimination ou d'incitation à la haine ou à la violence reprochés à l'utilisateur poursuivi et qui s'est fait connaître que l'examen des poursuites est attribué à cette section disciplinaire. Il lui précise les différentes phases de la procédure et lui indique qu'elle sera informée de l'issue des poursuites, en application de l'article R. 811-39.

IX - PROCEDURE PROPOSEE A L'USAGER QUI RECONNAIT LES FAITS

L'article R. 811-40 prévoit une procédure alternative à l'engagement de poursuites, lorsque l'usager reconnaît les faits dans les cas suivants :

- fraude ou tentative de fraude commise notamment à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu ou d'un concours (2° de l'article R. 811-11), ou
- lorsque les faits sont de faible gravité et n'ont pas lésé un tiers, dans les cas mentionnés aux 1° et 5° de l'article R. 811-1, à savoir : faits méconnaissant les dispositions législatives et réglementaires relatives à la vie universitaire ou celles du règlement intérieur de l'établissement ou faits susceptibles de porter atteinte à l'ordre ou au bon fonctionnement de l'établissement.

L'initiative appartient au chef d'établissement. L'usager ne dispose d'aucun droit à ce que les faits qui lui sont reprochés soient soumis à cette procédure. Ainsi le choix du chef d'établissement de ne pas recourir à cette procédure ne peut faire l'objet d'aucun recours. S'il choisit d'y recourir, la procédure comprend les étapes suivantes.

1. Convocation de l'usager par le chef d'établissement

Le président convoque l'usager en lui adressant, par tout moyen permettant de conférer date certaine, un courrier contenant les éléments suivants :

- Les faits reprochés,
- Le rappel de la procédure applicable : principales étapes et délais jusqu'à la fin de la procédure. Le courrier informe en particulier l'usager qu'il peut à tout moment revenir sur la reconnaissance des faits et qu'il dispose aussi du droit de se taire. Il l'informe aussi qu'après l'entretien et la proposition de sanction, il disposera d'un délai de 15 jours pour accepter ou refuser la proposition et il lui précise la procédure dans chacun de ces cas,
- Les sanctions maximales encourues,
- Le droit pour l'usager de se faire assister d'un conseil de son choix,
- La date de la réunion, qui est organisée dans un délai de 8 jours au moins après la convocation.

2. Réunion entre le chef d'établissement et l'usager

Le chef d'établissement ou le représentant qu'il désigne entend l'usager ainsi que, si ce dernier en a désigné un et s'il le souhaite, son conseil.

S'agissant du représentant du chef d'établissement, il appartient au chef d'établissement de désigner le représentant qui lui paraît le mieux à même de conduire cet entretien et d'apprécier les faits, qu'il s'agisse du directeur de la scolarité ou d'une autre personne. Pour des raisons d'impartialité, il ne peut pas s'agir d'un membre de la section disciplinaire. Toutefois, si le représentant désigné par le chef d'établissement est aussi membre de la section disciplinaire, il ne pourra pas être membre de la commission de discipline appelée à se prononcer sur la proposition de sanction ou, dans l'hypothèse où la section disciplinaire serait finalement saisie dans le cadre de la procédure classique pour cette affaire, il ne pourra pas non plus intervenir à une quelconque étape de la procédure.

Doit être également convoqué à cette réunion un membre de la section disciplinaire représentant les usagers, désigné par le président de la section disciplinaire. Dès lors que ce membre de la section disciplinaire représentant les usagers est régulièrement convoqué, son absence n'empêche pas que l'entretien ait lieu.

Enfin, le chef d'établissement, s'il l'estime nécessaire, peut désigner une personne chargée d'assurer le secrétariat qui sera présente lors de la réunion avec l'utilisateur. Ce peut être la personne chargée du secrétariat de la section disciplinaire ou une autre personne.

3. Proposition de sanction

À l'issue de la réunion, si l'utilisateur reconnaît les faits, le chef d'établissement peut lui proposer une sanction parmi les sanctions suivantes : avertissement ; blâme ; mesure de responsabilisation ; exclusion de l'établissement pour une durée n'excédant pas un an, cette exclusion pouvant être assortie du sursis, total ou partiel. Lorsque les faits portent sur une fraude ou tentative de fraude commise à l'occasion d'une inscription, d'un examen ou d'un concours, la sanction entraîne la nullité de l'inscription ou de l'épreuve correspondante ; le chef d'établissement peut, en outre, proposer dans ce cas que la sanction entraîne pour l'intéressé la nullité du groupe d'épreuves ou de la session d'examen.

S'il décide de proposer une sanction, le chef d'établissement adresse un courrier à l'utilisateur dans lequel il rappelle les faits et indique la sanction proposée. Le courrier informe aussi l'utilisateur qu'il dispose d'un délai de 15 jours pour faire connaître au chef d'établissement s'il accepte ou refuse la proposition. Le chef d'établissement indique à l'utilisateur les conséquences de ces deux choix.

4. Si l'utilisateur accepte la proposition

Si l'usager accepte la proposition, le chef d'établissement saisit le président de la section disciplinaire afin que ce dernier réunisse la commission de discipline qui se prononcera sur la proposition de sanction. La composition de la commission de discipline est identique à celle des commissions de discipline qui examinent les autres affaires concernant les usagers. Toutefois, le représentant des usagers désigné par le président de la section disciplinaire pour être présent lors de la réunion initiale entre le chef d'établissement et l'usager ne peut pas être désigné comme membre de cette commission de discipline.

Il n'y a pas de phase d'instruction. Le président de la commission de discipline convoque l'usager selon la procédure prévue à l'article R. 811-30, au moins 15 jours avant la date prévue pour la séance de la commission de discipline. Dans le courrier, il précise que l'usager pourra présenter sa défense, oralement, par écrit ou par le conseil de son choix. Il l'informe de son droit de se taire. La procédure applicable devant la commission de discipline est identique à celle suivie pour les autres affaires, à l'exception des dispositions de l'article R. 811-33 concernant la lecture du rapport d'instruction et la possibilité d'entendre des témoins.

La commission de discipline, se prononçant au scrutin secret à la majorité des membres présents, peut soit adopter la proposition de sanction, soit la rejeter. L'usager ne disposant pas d'un droit à ce que les faits qui lui sont reprochés fassent l'objet de cette procédure et ne disposant pas non plus d'un droit à ce que la proposition de sanction soit adoptée par la commission de discipline, **la décision par laquelle cette dernière rejette la proposition de sanction formulée par le chef d'établissement ne peut pas faire l'objet d'un recours contentieux.**

Si la commission de discipline adopte la proposition de sanction, le président de la section disciplinaire la notifie à la personne poursuivie, au chef d'établissement et au recteur de région académique selon les mêmes modalités que toute autre sanction adoptée par la section disciplinaire. Elle prend effet du jour de sa notification. Elle est affichée selon les modalités prévues à l'article R. 811-39.

Si la commission de discipline n'adopte pas la proposition de sanction, le chef d'établissement engage les poursuites devant la section disciplinaire selon les dispositions des articles R. 811-25 et suivants. La procédure disciplinaire débute donc comme pour toute autre affaire donnant lieu à des poursuites.

5. Si l'usager n'accepte pas la proposition

Si l'usager ne répond pas au courrier lui faisant part de la proposition dans le délai imparti de 15 jours ou s'il refuse la proposition, le chef d'établissement

engage les poursuites devant la section disciplinaire selon les dispositions des articles R. 811-25 et suivants. La procédure disciplinaire débute donc comme pour toute autre affaire donnant lieu à des poursuites.

Questions/Réponses :

[La signature du procès-verbal du constat de fraude par l'utilisateur, dans le cadre d'un examen, suffit-il à matérialiser la reconnaissance des faits au sens de l'article R. 811-40 ?](#)

Cette signature peut indiquer que l'utilisateur reconnaît les faits. Cependant, le recours à cette procédure n'est subordonné à l'exigence d'aucune preuve formelle, il suffit que des indices permettent de démontrer que l'utilisateur reconnaît les faits, par exemple un échange de messages avec l'utilisateur.

L'utilisateur reste libre à tout moment de revenir sur la reconnaissance des faits, même dans le cas où il aurait signé le procès-verbal de constat de fraude. Il peut donc refuser l'engagement de cette procédure en indiquant qu'il ne reconnaît pas les faits et en refusant de se rendre à la réunion avec le chef d'établissement. Même lorsque la procédure est engagée, il peut revenir sur la reconnaissance des faits. Il peut aussi refuser la proposition de sanction du chef d'établissement.

[Le chef d'établissement peut-il renoncer à proposer une sanction à l'issue de la réunion avec l'utilisateur ?](#)

A l'issue de la réunion, après avoir entendu l'utilisateur, le chef d'établissement peut conclure que les faits ne justifient pas l'engagement de poursuites disciplinaires, par exemple s'il considère que les faits ne sont pas avérés ou s'il estime qu'un rappel des règles applicables est suffisant. Dans ce cas, le courrier adressé à l'utilisateur poursuivi à l'issue de la réunion mentionne qu'il ne propose pas de sanction. Le chef d'établissement n'a pas à informer le président de la section disciplinaire de cette décision.

[La décision par laquelle la commission de discipline rejette la proposition de sanction émise par le chef d'établissement peut-elle faire l'objet d'un recours ?](#)

Il ressort des dispositions de l'article R. 811-40 que la notification selon les conditions fixées à l'article R. 811-39, incluant ainsi la mention des voies et délais de recours, est prévue seulement dans le cas où la commission de discipline adopte la proposition de sanction. C'est alors cette sanction qui est notifiée et peut faire l'objet d'un recours.

En revanche, le rejet de la proposition par la commission de discipline a pour seul effet que le chef d'établissement engage des poursuites devant la section disciplinaire. Ce n'est qu'au terme de cette procédure que la commission de discipline prendra alors une décision susceptible de recours. Le rejet de la proposition par la commission de discipline n'est donc pas susceptible de recours.

En conséquence, il n'y a pas lieu de mentionner les voies et délais de recours dans la notification du rejet à l'utilisateur. De même, il n'y a pas lieu d'afficher ce rejet.

X – RECOURS

La notification de la décision de la commission de discipline mentionne les voies et délais de recours contentieux (article R. 811-39).

La décision de la commission de discipline étant une décision administrative, le recours contre une telle décision doit être adressé au tribunal administratif compétent. Les dispositions applicables sont celles du code de justice administrative.

Il s'agit d'un recours pour excès de pouvoir, recours pour lequel la représentation par un avocat n'est pas obligatoire.

Le recours n'est pas suspensif. L'article L. 521-1 du code de justice administrative permet à l'usager qui a introduit un recours contre la décision d'en demander la suspension au juge des référés. Le juge des référés peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision. La suspension prend fin au plus tard lorsque le tribunal administratif statue au fond sur le recours.

Lorsqu'il statue, le tribunal administratif contrôle notamment l'exactitude matérielle des faits et leur caractère fautif ainsi que le caractère proportionné de la sanction édictée.

Questions/Réponses :

[Outre l'usager sanctionné, d'autres personnes peuvent-elles former un recours contentieux contre la décision de la commission de discipline ?](#)

Les dispositions du code de l'éducation ne prévoient pas expressément la compétence du chef d'établissement ou du recteur de région académique pour former un recours contentieux contre la décision de la commission de discipline. Cependant, le chef d'établissement et le recteur de région académique, de sa propre initiative ou saisi par une personne s'estimant lésée par des faits imputés à l'usager, sont compétents pour engager des poursuites disciplinaires (article R. 811-25). En conséquence, il est possible de considérer qu'en application des règles générales relatives au recours pour excès de pouvoir, le chef d'établissement et le recteur de région académique, qui par ailleurs reçoivent notification de la décision de la commission de discipline (article R. 811-39), bénéficient d'une présomption d'intérêt leur donnant qualité pour agir et peuvent donc saisir le juge d'un recours contre la décision de la commission de discipline.

Si le tribunal suspend une décision de la commission de discipline, celle-ci peut-elle prendre une nouvelle décision sans attendre que le tribunal administratif rende un jugement sur le fond ?

A la suite de la suspension de la sanction par le juge des référés au motif de son caractère disproportionné, c'est à la section disciplinaire qui a rendu la décision de décider si elle prend une nouvelle sanction plus faible que la précédente, sans attendre que le tribunal administratif saisi se prononce sur le recours en annulation.

Afin de mettre la commission de discipline en mesure de décider si elle prend une sanction plus faible, il appartient au président de la section disciplinaire d'inviter le président de la commission de discipline à fixer la date de réexamen de l'affaire et à convoquer les membres de la commission de discipline. On se situe dans le cadre de la procédure déjà engagée, il n'y a donc pas de nouvelle saisine par le chef d'établissement, il n'y a pas non plus de nouvelle phase d'instruction. En revanche, il convient de respecter la procédure de convocation et de réunion de la commission de discipline. Cette dernière peut être composée des mêmes membres que lors de la réunion au cours de laquelle elle a rendu la décision de sanction ayant fait l'objet d'un recours ou elle peut être composée de membres différents.

La commission de discipline décide ou non de prendre une sanction plus faible. En cas de décision de sanction, la décision est notifiée à l'intéressé selon les modalités prévues par les dispositions du code de l'éducation, avec mention des voies et délais de recours.

En fonction de la décision du tribunal administratif, la commission de discipline devra être réunie à nouveau pour retirer une des décisions ou les deux.

S'agissant d'une éventuelle suspension fondée sur une irrégularité de procédure, si l'établissement souhaite agir sans attendre le jugement du tribunal administratif, il conviendrait de réunir la commission de discipline pour qu'elle retire la décision puis de reprendre la procédure à l'étape concernée.

Saisi dans le cadre d'un recours contentieux contre une décision de la commission de discipline, le tribunal administratif qui annule une décision de sanction prend-il lui-même une nouvelle décision ?

Les dispositions réglementaires ne précisant pas la nature du recours, le recours contre une décision de sanction à l'égard d'un usager est un recours pour excès de pouvoir (CE Ass. 16 février 2009 Société Atom n° 274000). En conséquence, le juge ne peut qu'annuler la décision qu'il estime irrégulière sans pouvoir lui substituer une nouvelle décision. Il renvoie l'affaire à la section disciplinaire qui

se prononcera à nouveau sur l'affaire. L'édition d'une nouvelle décision par la commission de discipline sera facilitée dans la mesure où elle pourra alors s'appuyer sur les motifs du jugement du tribunal administratif ainsi que sur les conclusions du rapporteur public.

L'usager sanctionné peut-il former un recours gracieux ou hiérarchique contre la décision de la commission de discipline ?

Une décision de sanction prononcée par la commission de discipline est une décision administrative individuelle défavorable au sens du 2° de l'article L. 211-2 du code des relations entre le public et l'administration. Le premier alinéa de l'article L. 411-2 du même code prévoit que « *Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.* »

En l'absence de disposition législative ou réglementaire l'excluant, un recours administratif est donc ouvert à l'usager contre la décision prise à son égard par la commission de discipline. Toutefois, dans la mesure où la section disciplinaire n'est pas dans une situation de subordination hiérarchique, aucun recours hiérarchique ne peut être formé contre une décision qu'elle prend. Ainsi, la possibilité de présenter un recours administratif porte sur le seul recours gracieux.

La notification de la décision de la commission de discipline doit-elle mentionner la possibilité et le délai d'un recours gracieux ?

L'obligation pour l'administration de mentionner les voies et délais de recours à l'encontre de ses décisions ne porte que sur les voies et délais de recours contentieux ainsi que sur les recours administratifs préalables obligatoires. En conséquence, en l'absence d'obligation et afin d'éviter toute ambiguïté dans la computation des délais susceptible de priver l'usager d'un droit à un recours contentieux effectif, il est préférable d'indiquer seulement dans la notification les voies et délais de recours contentieux ainsi que le rappelle le dernier alinéa de l'article R. 811-39.

En cas de recours gracieux, devant qui s'exerce-t-il et quelle est la procédure applicable ?

En application du parallélisme des formes, l'usager qui souhaiterait effectuer un recours gracieux doit l'adresser au président de la section disciplinaire. Cependant, s'il adresse son recours au président de la commission de discipline ou au chef d'établissement, ce recours n'en est pas pour autant irrecevable : en application de l'article L. 114-2 du code des relations entre le public et l'administration, en effet, en cas de demande adressée à une administration

incompétente, cette dernière est tenue de la transmettre à l'administration compétente et d'en aviser l'intéressé.

S'agissant d'une décision prise par un organisme collégial, celui-ci doit se réunir pour se prononcer sur le recours gracieux. Le président de la commission de discipline, sur invitation du président de la section disciplinaire, fixe la date de réexamen de l'affaire et convoque les membres de la commission qui se prononcera à nouveau.

La décision de sanction n'étant pas créatrice de droits pour l'utilisateur sanctionné, la commission se prononcera en prenant en compte les éléments de fait et de droit existant à la date à laquelle elle se prononce sur le recours gracieux (article L. 411-4 du code des relations entre le public et l'administration).

La commission de discipline peut être composée des mêmes membres que lors de la réunion au cours de laquelle elle a rendu la décision de sanction faisant l'objet du recours gracieux ou elle peut être composée de membres différents.

Après avoir examiné le recours gracieux, la commission de discipline peut soit le rejeter soit annuler la sanction initiale et prendre une nouvelle décision. Elle ne peut toutefois aggraver la sanction initiale, conformément au principe suivant lequel une sanction disciplinaire ne peut être aggravée sur le seul recours de la personne qui en a fait l'objet (CE, Section, 16 mars 1984 n°41438).

XI – DIVERS

Questions/Réponses :

Interdiction d'accès aux locaux : quelle peut être la durée d'une décision d'interdiction édictée avant la saisine de la section disciplinaire ?

Les dispositions du 1^o de l'article R. 712-8 prévoient qu'en cas de désordre ou de menace de désordre dans les enceintes et locaux de l'établissement, l'autorité responsable peut interdire l'accès à tout ou partie de ces enceintes et locaux, le cas échéant à des horaires qu'elle détermine, à toute personne, notamment à des membres du personnel ou des usagers de l'établissement ou des autres services ou organismes qui y sont installés. Ces dispositions précisent que l'interdiction ne peut être décidée que « pour une durée maximale de trente jours ». Lorsque des poursuites disciplinaires ou judiciaires sont engagées contre la personne faisant l'objet de la mesure d'interdiction, cette mesure peut être prolongée jusqu'à l'intervention de la décision définitive de l'instance saisie. »

Si, au jour de la signature de la décision d'interdiction, la condition tenant à l'engagement des poursuites est remplie, c'est-à-dire si les poursuites ont déjà été engagées, l'autorité responsable peut prendre une décision d'interdiction dont la durée s'étend jusqu'à la décision de la juridiction ou de l'instance saisie. En revanche, si, au jour de la signature de la décision d'interdiction, la condition tenant à l'engagement des poursuites n'est pas remplie, la durée de l'interdiction ne peut être supérieure à trente jours. Si dans ce délai de trente jours l'établissement saisit la section disciplinaire ou si des poursuites judiciaires sont engagées, l'établissement pourra prendre une décision de prolongation de la durée de l'interdiction. Cette décision doit toutefois être fondée sur le constat, exigé par le 1^o de l'article R. 712-8, étayé par des éléments de faits, que la présence de la personne dans les locaux de l'établissement est à l'origine d'un désordre ou constitue une menace de désordre.

Interdiction d'accès aux locaux : quelle est la différence entre les effets d'une telle interdiction et les effets d'une sanction disciplinaire ?

Une décision d'interdiction d'accès aux locaux est une mesure conservatoire, elle ne peut avoir les mêmes effets que les sanctions disciplinaires prévues à l'article R. 811-13-1. Ainsi, si le chef d'établissement prononce une telle interdiction à l'encontre d'un étudiant, il lui appartient de prendre en parallèle toutes dispositions utiles pour que, pendant la période d'interdiction d'accès, l'étudiant, qui reste présumé innocent et qui n'est pas exclu des études mais seulement de l'enceinte de l'établissement ou seulement de certains bâtiments, puisse poursuivre sa formation.

LISTE DES QUESTIONS/REponses (CLASSEES PAR RUBRIQUE)

I - CHAMP D'APPLICATION DU REGIME DISCIPLINAIRE APPLICABLE AUX USAGERS PREVU PAR LE CODE DE L'EDUCATION

Les stagiaires de la formation continue relèvent-ils des dispositions du code de l'éducation relatives à la discipline ?

Les apprentis relèvent-ils des dispositions du code de l'éducation relatives à la discipline ?

Le régime disciplinaire prévu par le code de l'éducation est-il applicable en cas de plagiat découvert postérieurement à la délivrance d'un diplôme ?

Des propos tenus sur les réseaux sociaux peuvent-ils donner lieu à l'engagement de poursuites disciplinaires ?

L'utilisation de faux documents relève-t-elle du 2° ou du 5° de l'article R. 811-11 ?

Quelles sont les conséquences de l'indépendance de la procédure disciplinaire par rapport à la procédure pénale ?

La procédure prévue par les articles D. 612-1-36 (Parcoursup) et D. 612-36-2-8 (plateforme dématérialisée de recrutement en master) peut-elle se cumuler avec une procédure disciplinaire engagée par un établissement d'enseignement supérieur ?

II – COMPOSITION DE LA SECTION DISCIPLINAIRE

Pas de question/réponse

III - SAISINE DE LA SECTION DISCIPLINAIRE - ENGAGEMENT DES POURSUITES

Si le chef d'établissement ne souhaite pas engager de poursuites, doit-il formaliser sa décision ?

Le chef d'établissement a-t-il le choix de saisir la section disciplinaire commune mise en place au niveau de la région académique au lieu de la section disciplinaire de l'établissement ?

Lorsque plusieurs usagers sont poursuivis pour des faits similaires, est-il possible de « joindre » les affaires ?

Est-il possible de conduire une seule procédure lorsque des faits de nature différente sont reprochés à un usager ?

Que signifie « tout moyen permettant de conférer date certaine » ?

En cas d'enquête préalable, le rapport d'enquête doit-il être intégralement communiqué à l'usager poursuivi, dès l'engagement des poursuites ?

IV – DEMANDE DE RENVOI A UNE AUTRE SECTION DISCIPLINAIRE (ARTICLE R. 811-23)

Pas de question/réponse

V - REGLES RELATIVES A L'INSTRUCTION

Est-il possible d'utiliser des enregistrements vidéo ou audio comme éléments de preuve ?

Les témoins peuvent-ils être assistés d'un conseil ?

Est-il possible d'enregistrer l'audition des témoins afin de faciliter la rédaction du compte-rendu d'audition ?

Des témoins peuvent-ils témoigner de façon anonyme ?

Des propos tenus sur les réseaux sociaux peuvent-ils servir d'éléments de preuve lors d'une procédure disciplinaire ?

Abandon des poursuites : à l'issue de l'instruction, l'autorité qui a engagé les poursuites peut-elle renoncer aux poursuites ?

VI - REUNION DE LA COMMISSION DE DISCIPLINE

En cas d'absence de la personne poursuivie, faut-il reporter la date de la réunion de la commission de discipline ?

Si la personne poursuivie est absente lors de la réunion de la commission de discipline, peut-elle être représentée par son conseil ?

Est-il possible de réunir à distance la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers ?

Quelles sont les mentions devant figurer dans la décision rendue par une section disciplinaire ?

VII – SANCTIONS

Dans l'attente de la décision de la section disciplinaire, un étudiant peut-il passer la session de rattrapage en anticipant l'hypothèse où une sanction entraînerait la nullité de l'épreuve ?

Dans l'attente de la décision de la section disciplinaire, l'établissement peut-il délivrer un relevé provisoire de notes ?

Fraude lors d'une épreuve de la deuxième session : quelle note prendre en compte ?

Sursis : comment s'appliquent les dispositions sur la révocation du sursis et la confusion des sanctions ?

Comment appliquer dans le temps plusieurs sanctions d'exclusion prononcées lors de procédures disciplinaires successives ?

Relevé de note, inscription : que faire dans l'attente de la décision de la section disciplinaire ? Après la décision ? Lorsque la suspension de la décision a été prononcée par le tribunal administratif ?

Diplôme obtenu par fraude : est-il nécessaire d'engager une procédure disciplinaire pour le retirer ?

Quelle doit être la durée d'affichage des décisions de la section disciplinaire ?

Mesure de responsabilisation : l'utilisateur dispose-t-il un délai pour l'accepter ?

Mesure de responsabilisation : comment procéder si la mesure est effectuée au sein de l'établissement donc sans signature de convention avec l'utilisateur ?

Mesure de responsabilisation : que se passe-t-il si l'utilisateur ne respecte pas la mesure de responsabilisation ?

Quelles sont les décisions faisant l'objet d'un enregistrement dans l'application informatique « Sanctions disciplinaires » ?

VIII - INFORMATION DES VICTIMES

Pas de question/réponse

IX - PROCEDURE PROPOSEE A L'USAGER QUI RECONNAIT LES FAITS

La signature du procès-verbal du constat de fraude par l'utilisateur, dans le cadre d'un examen, suffit-il à matérialiser la reconnaissance des faits au sens de l'article R. 811-40 ?

Le chef d'établissement peut-il renoncer à proposer une sanction à l'issue de la réunion avec l'utilisateur ?

La décision par laquelle la commission de discipline rejette la proposition de sanction émise par le chef d'établissement peut-elle faire l'objet d'un recours ?

X – RECOURS

Outre l'utilisateur sanctionné, d'autres personnes peuvent-elles former un recours contentieux contre la décision de la commission de discipline ?

Si le tribunal suspend une décision de la commission de discipline, celle-ci peut-elle prendre une nouvelle décision sans attendre que le tribunal administratif rende un jugement sur le fond ?

Saisi dans le cadre d'un recours contentieux contre une décision de la commission de discipline, le tribunal administratif qui annule une décision de sanction prend-il lui-même une nouvelle décision ?

L'usager sanctionné peut-il former un recours gracieux ou hiérarchique contre la décision de la commission de discipline ?

La notification de la décision de la commission de discipline doit-elle mentionner la possibilité et le délai d'un recours gracieux ?

En cas de recours gracieux, devant qui s'exerce-t-il et quelle est la procédure applicable ?

XI – DIVERS

Interdiction d'accès aux locaux : quelle peut être la durée d'une décision d'interdiction édictée avant la saisine de la section disciplinaire ?

Interdiction d'accès aux locaux : quelle est la différence entre les effets d'une telle interdiction et les effets d'une sanction disciplinaire ?



**MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'ESPACE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

« Document réalisé par le département de l'accompagnement statutaire et réglementaire de la DGESIP »